

# Rapport annuel

2017

**Table des matières**

Rapport de gestion..... 2

Rapport de l'auditeur indépendant.....48

États consolidés de la situation financière.....49

Comptes consolidés de résultat.....50

États consolidés du résultat global..... 51

États consolidés des variations des capitaux propres.....52

Tableaux consolidés des flux de trésorerie.....53

Notes complémentaires..... 54-92

## Message aux actionnaires

Chers actionnaires,

Depuis que je suis devenu chef de la direction de votre société à la mi-septembre, je suis impressionné par l'engagement et la détermination de tous mes collègues à travers l'organisation pour créer une grande entreprise. Ensemble, nous avons souvent discuté de ce qui caractérise les grandes entreprises, notamment la volonté de satisfaire les clients à chaque occasion, d'offrir des opportunités professionnelles et des carrières stimulantes à nos employés et, avant toute chose, de procurer de bons rendements à nos investisseurs. Chaque jour, depuis septembre, nous avons travaillé avec ardeur à apporter aussi vite que possible les changements majeurs qui s'avéraient nécessaires pour que l'entreprise produise des rendements fortement améliorés.

Parmi nos principales priorités :

- **Ajuster nos dépenses aux réalités des revenus courants.** Nous avons franchi une étape importante en réduisant notre effectif en janvier 2018. Nous avons également commencé à gérer nos autres dépenses—tant opérationnelles qu'en immobilisations—avec beaucoup plus de rigueur.
- **Réunir une superbe équipe de direction.** Notre nouvelle équipe allie une solide expérience de réussite dans le redressement des résultats dans notre industrie mondiale avec, déjà, au sein même de l'organisation, un niveau élevé d'expérience et de talent éprouvé.
- **Solidifier notre structure financière.** En octobre 2017, nous avons refinancé environ 300 millions de dollars de billets garantis de premier rang et restructuré notre crédit garanti par des actifs. Par conséquent, nous n'avons aucune échéance de titres d'emprunt importante avant 2022, bénéficiant ainsi du temps nécessaire pour renforcer notre performance.
- **Préparer le terrain à une croissance rentable.** Parmi d'autres mesures, nous avons concentré et accéléré nos initiatives axées sur le client, et amorcé une évaluation complète de nos produits et partenariats.
- **Évaluer la valeur stratégique de chaque facette de notre entreprise.** Nous visons à déployer vos capitaux uniquement là où il y a un bon potentiel de rendements supérieurs.

Votre nouvelle équipe de direction est résolument engagée à satisfaire chaque client, chaque jour, et à améliorer la performance financière de l'entreprise, aussi rapidement que possible.

Merci de continuer à nous soutenir alors que nous progressons dans l'amélioration de votre entreprise et la production de rendements supérieurs.



David A. Eckert

Président et chef de la direction

## Rapport de gestion

Le 8 février 2018

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, publié le 8 février 2018. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non définies par les IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP [États-Unis]), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem)].

### Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 8 février 2018, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui soutiendront nos hypothèses à l'égard du nombre de clients et des produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de toute baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- Des retards dans la mise en œuvre des systèmes et plateformes de technologies requis pour soutenir les activités commerciales de la Société ou l'incapacité de les mettre en œuvre.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- Le ralentissement du secteur immobilier ou des changements au sein de celui-ci.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

## Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

### **Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté » et la « marge sur BAIIA ajusté »)**

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement définies par les IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 36 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

### **BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement**

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, soit les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés de résultat de Pages Jaunes Limitée, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, tels qu'ils sont présentés dans la section Activités d'exploitation des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de rendement clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer le rendement d'une entreprise. Veuillez vous reporter à la section 1, *Activités et services offerts aux clients*, pour un rapprochement des acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, avec les dépenses d'investissement.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation présentés dans la section Activités d'exploitation des tableaux consolidés des flux de trésorerie, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous considérons les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur important de la performance de nos activités puisqu'ils reflètent la capacité de la Société à générer un bénéfice en trésorerie de même que les flux de trésorerie nets disponibles pour le remboursement de la dette, les acquisitions ou d'autres activités, comme le rachat d'actions ou les dividendes. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents de même que la performance d'une société. La mesure financière définie par les IFRS qui s'y apparente le plus est celle des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Se reporter à la section 4, *Flux de trésorerie disponibles*, pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles.

## Dettes nettes

La dette nette est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons la dette nette comme la tranche à court terme de la dette à long terme, plus la dette à long terme et les débiteurs échangeables, moins la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés de la situation financière de Pages Jaunes Limitée. Nous considérons la dette nette comme un indicateur important de notre levier financier, car elle représente le montant de la dette qui n'est pas couvert par la trésorerie disponible. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette pour établir le levier financier d'une société. Il n'existe aucune mesure financière selon les IFRS directement comparable à la dette nette; elle est calculée selon certaines catégories d'actif et de passif des états consolidés de la situation financière. Se reporter à la section 3, *Situation de trésorerie et sources de financement*, pour un rapprochement de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, et de la dette nette.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

## 1. Activités et produits et services offerts aux clients

### Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

### Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente de la Société, qui compte environ 650 professionnels dévoués, offre notre gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 229 000 PME. De plus, la Société continue d'améliorer sa proposition de valeur aux entreprises locales en leur offrant des solutions SaaS (logiciel-service) ainsi que des produits de gestion des relations avec les clients. Pages Jaunes offre aux propriétaires de restaurants, par l'intermédiaire du système de gestion des réservations de Bookenda, une solution complète qui leur permet de gérer efficacement les réservations et les commandes, d'accroître leur visibilité sur le marché et de favoriser la fidélisation des clients, le tout à prix concurrentiel. La Société a signé un contrat de licence exclusif avec MyTime pour revendre la solution au Canada. MyTime est une plateforme infonuagique de commerce tout-en-un qui inclut la prise de rendez-vous en ligne, le marketing automatisé, les points de vente ainsi que les analyses de valeur et de rentabilité pour les entreprises locales.

Le secteur Agence de la Société offre des solutions de marketing dont la portée s'étend au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Mediative exploite un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays. Mediative fournit à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettent de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles acquise en mars 2016, facilite l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise

d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Avec Totem, Pages Jaunes offre la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales. Le secteur Agence permet à Pages Jaunes de s'établir en tant qu'agence de publicité nationale fixe et mobile.

Le secteur Immobilier de la Société offre aux propriétaires de maison du Canada des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves de même que des inscriptions immobilières publiées à l'échelle locale. Il répond aux besoins des clients du marché immobilier canadien grâce à ses filiales DuProprio/ComFree (« DPCF ») et Pages Jaunes Immobilier. Par le biais de DPCF, la Société offre aux propriétaires de maison des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse, ce qui positionne Pages Jaunes comme un chef de file du marché immobilier interconsommateurs canadien. Environ 20 % de toutes les inscriptions et ventes immobilières au Québec sont représentées par l'entremise de DPCF. Diverses initiatives sont actuellement mises en place pour faire croître l'utilisation de la plateforme en Ontario.

Le secteur Autre de Pages Jaunes offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues qui génèrent un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

### Médias de PJ

Les médias de PJ, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ<sup>MC</sup> – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- RedFlagDeals.com<sup>MC</sup> – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- PJ Resto<sup>MC</sup> – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- PJ Shopwise<sup>MC</sup> – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- DuProprio/ComFree – le site immobilier numérique dominant au Québec à l'heure actuelle et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.



## Principales données analytiques

Le succès durable à long terme de notre entreprise axée sur le numérique dépend du maintien et de la croissance de nos produits tirés des médias et solutions numériques, de notre clientèle et de la rentabilité globale. Les principales données analytiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent les éléments suivants :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 2,3 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 543,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ce qui représente 72,8 % des produits consolidés.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 184,0 M\$, ou 24,7 %, des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 235,2 M\$, ou 28,8 %, des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société était de 229 000 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 241 500 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul net de 12 500 clients d'un exercice à l'autre, par rapport à une baisse nette de 3 500 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Total des visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a atteint 644,9 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit une hausse par rapport à 464,8 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable à la syndication des inscriptions et du contenu par Pages Jaunes au sein des médias numériques de PJ ainsi qu'au solide réseau de partenaires de la Société. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411 et Bookenda et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement se chiffrait à 125,4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 179,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

## Données analytiques sur la clientèle<sup>1</sup>

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Nombre de clients	229 000	241 500
Nouveaux clients nets	(12 500)	(3 500)
Produits moyens par client	2 488 \$	2 689 \$

<sup>1</sup> Secteur PJ seulement.

## Dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2017	2016
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	8 670 \$	10 740 \$	37 297 \$	50 787 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13 018	9 296	30 412	12 719
Moins : avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	(5 892)	(7 605)	(9 094)	(8 145)
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>15 796 \$</b>	<b>12 431 \$</b>	<b>58 615 \$</b>	<b>55 361 \$</b>

## 2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour 2017 par rapport à 2016 et à 2015. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies aux pages 3 et 4 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

### Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Produits	745 852 \$	817 979 \$	829 771 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	183 985 \$	235 191 \$	260 687 \$
Marge sur BAIIA ajusté	24,7 %	28,8 %	31,4 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032 \$	600 000 \$	– \$
(Perte nette) bénéfice net	(589 327) \$	(403 705) \$	61 055 \$
(Perte) bénéfice de base par action	(22,32) \$	(15,23) \$	2,29 \$
Dépenses d'investissement	58 615 \$	55 361 \$	75 421 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	125 370 \$	179 830 \$	185 266 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	115 344 \$	158 113 \$	197 566 \$
Flux de trésorerie disponibles	47 635 \$	94 607 \$	122 145 \$

#### Produits

(en millions de dollars canadiens)

2017		745,9 \$
2016		818,0 \$
2015		829,8 \$

#### BAIIA ajusté

(en millions de dollars canadiens)

2017		184,0 \$
2016		235,2 \$
2015		260,7 \$

#### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en millions de dollars canadiens)

2017		125,4 \$
2016		179,8 \$
2015		185,3 \$

#### Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars canadiens)

2017		47,6 \$
2016		94,6 \$
2015		122,1 \$

## Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	% des produits	2016	% des produits	2015	% des produits
Produits	745 852 \$		817 979 \$		829 771 \$	
Coût des produits vendus <sup>1</sup>	352 528	47,3 %	357 821	43,7 %	318 058	38,3 %
Marge brute <sup>1</sup>	393 324	52,7 %	460 158	56,3 %	511 713	61,7 %
Autres coûts d'exploitation	209 339	28,1 %	224 967	27,5 %	251 026	30,3 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	183 985	24,7 %	235 191	28,8 %	260 687	31,4 %
Amortissements	105 501	14,1 %	104 882	12,8 %	80 837	9,7 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032	68,0 %	600 000	73,4 %	–	–
Frais de restructuration et autres charges	34 400	4,6 %	22 961	2,8 %	30 834	3,7 %
(Perte) bénéfice d'exploitation	(462 948)	(62,1) %	(492 652)	(60,2) %	149 016	18,0 %
Charges financières, montant net	48 150	6,5 %	56 130	6,9 %	60 922	7,3 %
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	3 720	0,5 %	–	–	–	–
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	(514 818)	(69,0) %	(548 782)	(67,1) %	88 094	10,6 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	72 405	9,7 %	(145 517)	(17,8) %	27 039	3,3 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	2 104	0,3 %	440	0,1 %	–	–
<b>(Perte nette) bénéfice net</b>	<b>(589 327) \$</b>	<b>(79,0) %</b>	<b>(403 705) \$</b>	<b>(49,4) %</b>	<b>61 055 \$</b>	<b>7,4 %</b>
(Perte) bénéfice de base par action	(22,32) \$		(15,23) \$		2,29 \$	
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	(22,32) \$		(15,23) \$		2,05 \$	
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	125 370 \$		179 830 \$		185 266 \$	

<sup>1</sup> Les montants de l'exercice précédent ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

Aux 31 décembre	2017	2016	2015
Total de l'actif	529 914 \$	1 099 937 \$	1 710 627 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débiteures échangeables)	309 113 \$	310 028 \$	407 353 \$
Débiteures échangeables	94 067 \$	92 174 \$	90 478 \$
Ratio dette à long terme totale/total de l'actif	76,1 %	36,6 %	29,1 %

## Information sectorielle

La Société gère ses activités, évalue le rendement et affecte les ressources selon quatre secteurs à présenter : PJ, Agence, Immobilier et Autre.

Le secteur PJ offre aux PME du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée.

Le secteur Agence offre des services de publicité nationale aux marques et aux éditeurs, principalement par l'intermédiaire de sa division Mediative et de ses filiales JUICE et Totem. Mediative offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les annonceurs. Totem est une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offre aux propriétaires de maison canadiens des médias et de l'expertise pour vendre leur maison ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Il répond aux besoins des consommateurs dans le marché de l'immobilier au Canada grâce à ses filiales DPCF et Pages Jaunes Immobilier.

Le secteur Autre offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues sur le style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

## Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

### Comparaison de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016

#### Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	Variation en %
<b>PJ</b>	<b>587 194 \$</b>	<b>657 822 \$</b>	<b>(10,7) %</b>
Médias imprimés	181 697	238 756	(23,9) %
Médias numériques	405 497	419 066	(3,2) %
<b>Agence</b>	<b>78 104</b>	<b>74 524</b>	<b>4,8 %</b>
Médias imprimés	5 416	1 000	441,6 %
Médias numériques	72 688	73 524	(1,1) %
<b>Immobilier</b>	<b>62 724</b>	<b>66 415</b>	<b>(5,6) %</b>
Médias imprimés	11 913	18 319	(35,0) %
Médias numériques	50 811	48 096	5,6 %
<b>Autre</b>	<b>22 555</b>	<b>24 361</b>	<b>(7,4) %</b>
Médias imprimés	3 924	4 587	(14,5) %
Médias numériques	18 631	19 774	(5,8) %
<b>Éliminations intersectorielles</b>	<b>(4 725)</b>	<b>(5 143)</b>	<b>(8,1) %</b>
Médias imprimés	(68)	(455)	(85,1) %
Médias numériques	(4 657)	(4 688)	(0,7) %
<b>Total des produits</b>	<b>745 852</b>	<b>817 979</b>	<b>(8,8) %</b>
Médias imprimés	202 882	262 207	(22,6) %
Médias numériques	542 970 \$	555 772 \$	(2,3) %

## Indicateurs d'exploitation

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Clients recourant exclusivement aux produits numériques <sup>1</sup>	84 700	76 800
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens)	542 970 \$	555 772 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits	72,8 %	67,9 %

<sup>1</sup> Secteur PJ seulement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le total des produits a diminué de 8,8 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 745,9 M\$, comparativement à 818,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 est essentiellement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés ainsi qu'à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs, sauf dans le secteur Immobilier, qui a enregistré une hausse de 5,6 % par rapport à 2016.

Le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 2,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 543,0 M\$, ou 72,8 % des produits, en 2017, contre 555,8 M\$, ou 67,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, 83 % des clients qui renouvellent leur contrat ont maintenu ou augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles, comparativement à 82 % des clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 22,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 202,9 M\$ en 2017, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique parmi nos clients.

### Produits tirés des secteurs à présenter

#### PJ

### Pénétration de la clientèle

Aux 31 décembre	2017	2016
Médias imprimés	63 %	68 %
Médias numériques de PJ <sup>1</sup>	70 %	70 %
Positionnement prioritaire en ligne	60 %	61 %
Positionnement prioritaire mobile	27 %	26 %
Services numériques <sup>2</sup>	11 %	10 %

<sup>1</sup> Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de NetSync, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

<sup>2</sup> Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook et/ou d'affichage numérique ciblé.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 587,2 M\$, comparativement à 657,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés, dont le taux de recul est demeuré stable d'un exercice à l'autre. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques attribuable aux médias numériques de PJ à marge plus élevée a été contrebalancée en partie par la croissance des services numériques, lesquels sont exploités à une marge moins élevée, ce qui se traduit par une pression sur nos marges brutes.

#### Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Agence ont augmenté pour s'établir à 78,1 M\$, comparativement à 74,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits tirés du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est attribuable à l'inclusion de Totem, acquise en septembre 2016, et de JUICE, acquise en mars 2016. Ces facteurs ont été contrebalancés par la pression exercée par l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale et par le fait que moins d'occasions liées à des comptes d'envergure que prévu ont été saisies sur le marché américain.

**Immobilier**

Les produits tirés du secteur Immobilier se sont élevés à 62,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 66,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'explique principalement par la baisse des produits tirés des médias imprimés enregistrée par Pages Jaunes Immobilier.

**Autre**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Autre se sont chiffrés à 22,6 M\$, comparativement à 24,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés du secteur Autre est attribuable à la perte d'un revendeur et au roulement de personnel dans le service de vente.

**Marge brute**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les exercices clos les 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>%</b>	<b>2016</b>	<b>%</b>	<b>Variation en %</b>
PJ	343 395 \$	58,5 %	401 529 \$	61,0 %	(14,5) %
Agence	11 791	15,1 %	20 153	27,0 %	(41,5) %
Immobilier	28 815	45,9 %	28 460	42,9 %	1,2 %
Autre	9 818	43,5 %	11 257	46,2 %	(12,8) %
Éliminations intersectorielles	(495)	10,5 %	(1 241)	24,1 %	(60,1) %
<b>Total de la marge brute</b>	<b>393 324 \$</b>	<b>52,7 %</b>	<b>460 158 \$</b>	<b>56,3 %</b>	<b>(14,5) %</b>

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 393,3 M\$, ou 52,7 % du total des produits, comparativement à 460,2 M\$, ou 56,3 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle principalement d'une baisse des produits tirés du secteur PJ, au sein duquel la Société enregistre une marge brute en tant que pourcentage des produits plus élevée que dans les autres secteurs de la Société, ainsi que d'une baisse de 12 % de la marge brute en tant que pourcentage des produits au sein du secteur Agence. La baisse de la marge brute en tant que pourcentage des produits est essentiellement attribuable au fait que les coûts des produits vendus, de livraison et des activités de soutien du secteur PJ ont diminué à un rythme moins rapide que celui de la baisse des produits, en raison de modifications de la composition des produits et de la diminution de la productivité en matière de ventes ainsi que de la faiblesse des ventes enregistrées par le secteur Agence aux États-Unis.

**Marge brute des secteurs à présenter****PJ**

La marge brute du secteur PJ a totalisé 343,4 M\$, ou 58,5 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 401,5 M\$, ou 61,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une baisse de la productivité en matière de ventes, notamment la modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à prix et à marge moins élevés et à la baisse continue des produits tirés des médias imprimés.

**Agence**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 11,8 M\$, ou 15,1 % des produits, comparativement à 20,2 M\$, ou 27,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle de la faiblesse du marché aux États-Unis pour JUICE, qui s'explique par les défis que posent la concurrence et la tendance à l'internalisation au sein des agences, ainsi que des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre de 2017.

**Immobilier**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 28,8 M\$, ou 45,9 % des produits, comparativement à 28,5 M\$, ou 42,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable aux initiatives d'économie de coût prises par Pages Jaunes Immobilier et à la composition de produits favorable et la croissance des produits de DPCF.

**Autre**

La marge brute du secteur Autre a totalisé 9,8 M\$, ou 43,5 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 11,3 M\$, ou 46,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est imputable à la baisse des ventes, qui s'est traduite par un coût fixe des produits vendus proportionnellement plus élevé.

**Autres coûts d'exploitation**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les exercices clos les 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>Variation en %</b>
PJ	<b>160 554 \$</b>	176 154 \$	(8,9) %
Agence	<b>16 502</b>	16 705	(1,2) %
Immobilier	<b>24 906</b>	25 107	(0,8) %
Autre	<b>7 872</b>	8 242	(4,5) %
Éliminations intersectorielles	<b>(495)</b>	(1 241)	(60,1) %
<b>Total des autres coûts d'exploitation</b>	<b>209 339 \$</b>	224 967 \$	(6,9) %

En 2017, le total des autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, a diminué de 6,9 % pour s'établir à 209,3 M\$, comparativement à 225,0 M\$ en 2016. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle des réductions de coût à l'égard des charges liées aux employés, de la baisse des dépenses liées à la marque ainsi que de l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information.

**Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter****PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 160,6 M\$, comparativement à 176,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés, à la baisse des dépenses liées à la marque ainsi qu'à l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information.

**Agence**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence ont diminué pour s'établir à 16,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 16,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour le secteur Agence découle essentiellement de la baisse des charges liées aux employés, contrebalancée en partie par l'inclusion de Totem, acquise en septembre 2016, et de JUICE, acquise en mars 2016.

**Immobilier**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier ont été stables au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

**Autre**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

**BAIIA ajusté**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les exercices clos les 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>%</b>	<b>2016</b>	<b>%</b>	<b>Variation en %</b>
PJ	182 841 \$	31,1 %	225 375 \$	34,3 %	(18,9) %
Agence	(4 711)	(6,0) %	3 448	4,6 %	(236,6) %
Immobilier	3 909	6,2 %	3 353	5,0 %	16,6 %
Autre	1 946	8,6 %	3 015	12,4 %	(35,5) %
<b>Total du BAIIA ajusté</b>	<b>183 985 \$</b>	<b>24,7 %</b>	<b>235 191 \$</b>	<b>28,8 %</b>	<b>(21,8) %</b>

Le BAIIA ajusté a diminué de 51,2 M\$ pour s'établir à 184,0 M\$ en 2017, comparativement à 235,2 M\$ en 2016. Notre marge sur BAIIA ajusté pour 2017 s'est établie à 24,7 %, comparativement à 28,8 % en 2016. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits dans le secteur PJ, facteurs partiellement contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts.

**BAIIA ajusté des secteurs à présenter****PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 182,8 M\$, comparativement à 225,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour 2017 s'est établie à 31,1 %, comparativement à 34,3 % pour 2016. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits, incluant une baisse des produits tirés des médias imprimés et une hausse de la proportion des services à prix et à marge moins élevés, facteurs contrebalancés en partie par les initiatives d'économie de coûts.

**Agence**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Agence correspond à une perte de 4,7 M\$, ou (6,0) % des produits, comparativement à un bénéfice de 3,4 M\$, ou 4,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a subi l'incidence négative de la baisse des produits découlant de la pression exercée par la concurrence, incluant la tendance à l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale et du fait que moins d'occasions liées à des comptes d'envergure ont été saisies sur le marché américain, et ce, à des prix moins élevés. Le BAIIA ajusté a diminué davantage pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

**Immobilier**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 3,9 M\$, ou 6,2 % des produits, comparativement à 3,4 M\$, ou 5,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la hausse des produits de DPCF et aux initiatives d'économie de coûts prises surtout par Pages Jaunes Immobilier.

**Autre**

Le BAIIA ajusté du secteur Autre pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a totalisé 1,9 M\$, ou 8,6 % des produits, comparativement à 3,0 M\$, ou 12,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle essentiellement d'une baisse des produits.



**BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les exercices clos les 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>Variation en %</b>
<b>PJ</b>	<b>129 760 \$</b>	<b>174 852 \$</b>	<b>(25,8) %</b>
BAlIA ajusté	<b>182 841</b>	225 375	(18,9) %
Dépenses d'investissement	<b>53 081</b>	50 523	5,1 %
<b>Agence</b>	<b>(6 749)</b>	1 213	(656,4) %
BAlIA ajusté	<b>(4 711)</b>	3 448	(236,6) %
Dépenses d'investissement	<b>2 038</b>	2 235	(8,8) %
<b>Immobilier</b>	<b>2 642</b>	2 070	27,6 %
BAlIA ajusté	<b>3 909</b>	3 353	16,6 %
Dépenses d'investissement	<b>1 267</b>	1 283	(1,2) %
<b>Autre</b>	<b>(283)</b>	1 695	(116,7) %
BAlIA ajusté	<b>1 946</b>	3 015	(35,5) %
Dépenses d'investissement	<b>2 229</b>	1 320	68,9 %
<b>Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement</b>	<b>125 370</b>	179 830	(30,3) %
BAlIA ajusté	<b>183 985</b>	235 191	(21,8) %
Dépenses d'investissement	<b>58 615 \$</b>	55 361 \$	5,9 %

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 54,5 M\$ pour s'établir à 125,4 M\$ en 2017, comparativement à 179,8 M\$ en 2016. La diminution du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse du BAlIA ajusté et à l'augmentation des dépenses d'investissement se rapportant essentiellement aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

**BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter****PJ**

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 129,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 174,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse du BAlIA ajusté et à l'augmentation des dépenses d'investissement se rapportant aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

**Agence**

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence correspond à une perte de 6,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à un bénéfice de 1,2 M\$. La diminution des dépenses d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a atténué le manque à gagner du BAlIA ajusté en 2017 par rapport à 2016.

**Immobilier**

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est élevé à 2,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 2,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à une hausse du BAlIA ajusté. Les dépenses d'investissement sont demeurées stables d'un exercice à l'autre.

**Autre**

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre correspond à une perte de 0,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à un bénéfice de 1,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement est essentiellement attribuable à une baisse du BAlIA ajusté et à une augmentation des dépenses d'investissement, comprenant essentiellement les améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

## Amortissements

Les amortissements sont demeurés relativement stables et se sont établis à 105,5 M\$ en 2017, comparativement à 104,9 M\$ en 2016.

## Frais de restructuration et autres charges

En 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$, liés principalement à des contrats de location découlant de fermetures de bureaux, aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre. En 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 23,0 M\$, liés principalement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre, ainsi que des coûts de transaction liés à l'acquisition de JUICE.

## Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de 2017 et en raison d'une insuffisance des produits dans les UGT Pages Jaunes et Autre par rapport aux estimations précédentes et de l'incertitude à l'égard des tendances futures à long terme, la Société a révisé ses estimations relatives aux flux de trésorerie futurs sur la base des récentes tendances historiques. Parallèlement, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 500 M\$ au sein des UGT Pages Jaunes et Autre, puisque la valeur comptable des UGT Pages Jaunes et Autre excédait leur valeur recouvrable. La perte de valeur a été portée en diminution des marques de commerce et des ententes de non-concurrence de l'UGT Pages Jaunes, et principalement du goodwill de l'UGT Autre. Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a aussi comptabilisé une perte de valeur de 7 M\$ relativement à des actifs qui ont été mis hors service, notamment des logiciels.

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel et en raison d'une accélération marquée d'un changement défavorable dans la composition des produits au cours du quatrième trimestre de 2016 au sein de l'UGT Pages Jaunes, la Société a déterminé que la recouvrabilité de certains de ses actifs devait être examinée pour évaluer s'ils avaient subi une perte de valeur. Par conséquent, nous avons comptabilisé au cours du quatrième trimestre de 2016 une perte de valeur de 600 M\$ relativement à certaines de nos immobilisations incorporelles, notamment nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

La charge pour perte de valeur est un élément sans effet sur la trésorerie et elle n'a aucune incidence sur les clauses restrictives de la Société.

## Charges financières

Les charges financières ont diminué de 8,0 M\$ pour s'établir à 48,2 M\$ en 2017, comparativement à 56,1 M\$ en 2016. La diminution découle principalement d'une charge non récurrente de 2,4 M\$ comptabilisée en 2016 au titre du règlement d'un avis de cotisation lié aux charges financières ainsi que d'une baisse du niveau d'endettement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un capital total de 315 M\$ le 19 octobre 2017 et par le remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017, et, par conséquent, la Société a engagé des charges d'intérêts sur les deux séries de billets garantis pour une période de 30 jours. De plus, le montant en capital de 315 M\$ des billets garantis de premier rang porte intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 9,5 % au 31 décembre 2017 (2016 – 8,9 %).

## Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,8 % et à 26,9 % pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, respectivement. La Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 72,4 M\$ en 2017, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une provision pour moins-value du même montant liée à une perte de valeur de 500 M\$ de certaines immobilisations corporelles et du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat d'environ 75 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a inscrit une économie de 145,5 M\$ en 2016, qui comprenait une économie d'impôt de 161 M\$ relativement à une perte de valeur de 600 M\$ sur certaines de ses immobilisations incorporelles comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. L'économie d'impôt de 161 M\$ est un élément sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de (14,0) % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à une économie de 26,5 % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2017 est essentiellement attribuable à la reprise et à la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice en cours et des exercices précédents. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2016 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

### Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 29 septembre 2017, 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupçon Inc., a mis fin à ses activités, et la valeur comptable nette de la participation, soit 0,7 M\$, a été radiée. La radiation est incluse dans la perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement de 2,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entité contrôlée conjointement de 0,4 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

### Perte nette

Nous avons comptabilisé une perte nette de 589,3 M\$ en 2017, comparativement à une perte nette de 403,7 M\$ en 2016. La perte nette pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 s'explique principalement par une perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill de 507 M\$ et de 600 M\$, respectivement, en 2017 et en 2016. La perte nette pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a aussi subi l'incidence de la reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat de 75 M\$.

### Comparaison de l'exercice 2016 et de l'exercice 2015

#### Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	2015	Variation en %
<i>PJ</i>	657 822 \$	729 286 \$	(9,8) %
Médias imprimés	238 756	315 138	(24,2) %
Médias numériques	419 066	414 148	1,2 %
<i>Agence</i>	74 524	37 197	100,3 %
Médias imprimés	1 000	87	1 049,4 %
Médias numériques	73 524	37 110	98,1 %
<i>Immobilier</i>	66 415	45 899	44,7 %
Médias imprimés	18 319	24 900	(26,4) %
Médias numériques	48 096	20 999	129 %
<i>Autre</i>	24 361	22 894	6,4 %
Médias imprimés	4 587	3 470	32,2 %
Médias numériques	19 774	19 424	1,8 %
<i>Éliminations intersectorielles</i>	(5 143)	(5 505)	(6,6) %
Médias imprimés	(455)	(170)	167,6 %
Médias numériques	(4 688)	(5 335)	(12,1) %
<i>Total des produits</i>	817 979	829 771	(1,4) %
Médias imprimés	262 207	343 425	(23,6) %
Médias numériques	555 772 \$	486 346 \$	14,3 %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le total des produits a diminué de 1,4 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 818,0 M\$, comparativement à 829,8 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 par rapport à la période correspondante de 2015 est essentiellement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés. Les produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprennent les produits tirés des entreprises DPCF et JUICE, acquises le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et le 17 mars 2016, respectivement. Sur une base pro forma, pour tenir compte d'un ajustement des produits reflétant l'inclusion complète de DPCF et de JUICE en 2015 et l'inclusion complète de JUICE au premier trimestre de 2016, le total des produits a diminué de 6,2 % d'un exercice à l'autre.

Le total des produits tirés des médias et solutions numériques a augmenté de 14,3 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 555,8 M\$ en 2016, ce qui représente 67,9 % des produits, comparativement à 486,3 M\$, ou 58,6 % des produits, pour la période correspondante de 2015. Sur une base pro forma, les produits tirés des médias et solutions numériques pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont augmenté d'environ 5 % d'un exercice à l'autre. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, 83 % des clients qui renouvellent leur contrat ont maintenu ou augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 23,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 262,2 M\$ en 2016, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul dans le nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique.

### Produits tirés des secteurs à présenter

#### PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 657,8 M\$, comparativement à 729,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à la baisse de 24,2 % des produits tirés des médias imprimés, qui se sont chiffrés à 238,9 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 315,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 1,2 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, pour se chiffrer à 419,1 M\$, comparativement à 414,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

#### Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur Agence ont totalisé 74,5 M\$, comparativement à 37,2 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation des produits tirés du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de JUICE et de Totem, en mars 2016 et en septembre 2016, respectivement.

#### Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur Immobilier ont totalisé 66,4 M\$, comparativement à 45,9 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de DPCF le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

#### Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 24,4 M\$, comparativement à 22,9 M\$ pour la période correspondante de 2015.

### Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	%	2015	%	Variation en %
PJ	401 529 \$	61,0 %	476 820 \$	65,4 %	(15,8) %
Agence	20 153	27,0 %	6 177	16,6 %	226,3 %
Immobilier	28 460	42,9 %	19 674	42,9 %	44,7 %
Autre	11 257	46,2 %	10 466	45,7 %	7,6 %
Éliminations intersectorielles	(1 241)	24,1 %	(1 424)	25,9 %	(12,9) %
Total de la marge brute	460 158 \$	56,3 %	511 713 \$	61,7 %	(10,1) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute a diminué pour s'établir à 460,2 M\$, ou 56,3 % du total des produits, comparativement à 511,7 M\$, ou 61,7 % du total des produits, pour la période correspondante de 2015. La diminution de la marge brute et de la marge brute en tant que pourcentage du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à une modification de la composition des produits. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le total de la marge brute a aussi subi l'incidence de l'acquisition de DPCF et de JUICE, qui exercent leurs activités à une marge brute moins élevée.

## Marge brute des secteurs à présenter

### PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur PJ a totalisé 401,5 M\$, ou 61,0 % des produits, comparativement à 476,8 M\$, ou 65,4 % des produits, pour la période correspondante de 2015. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à la modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à marge moins élevée.

### Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 20,2 M\$, ou 27,0 % des produits, comparativement à 6,2 M\$, ou 16,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de JUICE le 17 mars 2016 et de Totem en septembre 2016.

### Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 28,5 M\$, ou 42,9 % des produits, comparativement à 19,7 M\$, ou 42,9 % des produits, pour la période correspondante de 2015. L'augmentation de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de DPCF en juillet 2015.

### Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur Autre est demeurée relativement stable, s'élevant à 11,3 M\$, ou 46,2 % des produits, comparativement à 10,5 M\$, ou 45,7 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

## Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	2015	Variation en %
PJ	176 154 \$	215 887 \$	(18,4) %
Agence	16 705	10 295	62,3 %
Immobilier	25 107	18 368	36,7 %
Autre	8 242	7 900	4,3 %
Éliminations intersectorielles	(1 241)	(1 424)	(12,9) %
Total des autres coûts d'exploitation	224 967 \$	251 026 \$	(10,4) %

En 2016, les autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, ont diminué de 10,4 % pour s'établir à 225,0 M\$, comparativement à 251,0 M\$ en 2015. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 découle des initiatives d'économie de coûts au sein du secteur PJ, déduction faite de l'augmentation des coûts liée à l'inclusion des acquisitions dans les secteurs Agence et Immobilier.

## Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter

### PJ

Les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 176,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 215,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés.

### Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence ont totalisé 16,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 10,3 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour le secteur Agence découle essentiellement de l'inclusion de JUICE, acquise en mars 2016, et de Totem, acquise en septembre 2016.

**Immobilier**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier ont totalisé 25,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 18,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à l'inclusion de DPCF, acquise en juillet 2015.

**Autre**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

**BAIIA ajusté**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	%	2015	%	Variation en %
PJ	225 375 \$	34,3 %	260 933 \$	35,8 %	(13,6) %
Agence	3 448	4,6 %	(4 118)	(11,1) %	183,7 %
Immobilier	3 353	5,0 %	1 306	2,8 %	156,7 %
Autre	3 015	12,4 %	2 566	11,2 %	17,5 %
Total du BAIIA ajusté	235 191 \$	28,8 %	260 687 \$	31,4 %	(9,8) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 25,5 M\$ pour s'établir à 235,2 M\$ en 2016, comparativement à une baisse de 55,3 M\$ pour s'établir à 260,7 M\$, en 2015, ce qui représente une baisse de 9,8 % d'un exercice à l'autre en 2016, comparativement à une baisse de 17,5 % d'un exercice à l'autre pour l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour 2016 s'est établie à 28,8 %, comparativement à 31,4 % en 2015. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement liée à une baisse des produits tirés des médias imprimés et à une augmentation de la proportion de médias numériques à marge moins élevée dans le secteur PJ, facteurs partiellement contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts. La baisse de la marge sur BAIIA ajusté est aussi attribuable à l'acquisition de DPCF et de JUICE, qui exercent leurs activités à une marge sur BAIIA ajusté inférieure à celle de Pages Jaunes avant les acquisitions.

**BAIIA ajusté des secteurs à présenter****PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 225,4 M\$, comparativement à 260,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour 2016 s'est établie à 34,3 %, comparativement à 35,8 % pour 2015. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à une modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à marge et à prix moins élevés, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts.

**Agence**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le BAIIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 3,4 M\$, ou 4,6 % des produits, comparativement à une perte de 4,1 M\$, ou 11,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 a bénéficié de la hausse des produits qui a découlé de l'acquisition de JUICE en mars 2016.

**Immobilier**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 3,4 M\$, ou 5,0 % des produits, comparativement à 1,3 M\$, ou 2,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de DPCF en juillet 2015.

**Autre**

Le BAIIA ajusté du secteur Autre a totalisé 3,0 M\$, ou 12,4 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 2,6 M\$, ou 11,2 % des produits, pour la période correspondante de 2015.

## Amortissements

Les amortissements ont augmenté pour s'établir à 104,9 M\$ en 2016, comparativement à 80,8 M\$ en 2015. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse la transformation numérique des activités de la Société, de même que par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

## Perte de valeur des immobilisations incorporelles

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel et à la suite d'une accélération marquée d'une modification défavorable de la composition des produits dans l'UGT Pages Jaunes au cours du quatrième trimestre de 2016, la Société a déterminé que la recouvrabilité de certains de ses actifs devait être examinée pour évaluer s'ils avaient subi une perte de valeur. Par conséquent, au cours du quatrième trimestre, nous avons comptabilisé une perte de valeur de 600 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles, notamment nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence. La charge pour perte de valeur est un élément sans effet sur la trésorerie et n'a aucune incidence sur les clauses restrictives de la Société.

## Frais de restructuration et autres charges

En 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 23,0 M\$ liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre ainsi qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises. En 2015, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 30,8 M\$ liés principalement à la réduction de la main-d'œuvre dans le cadre du réalignement de l'entreprise, de même qu'à des réorganisations internes, à des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises et à des coûts de résiliation de contrats, facteurs contrebalancés en partie par un gain découlant de la réduction d'un régime attribuable aux réductions de la main-d'œuvre.

## Charges financières

Les charges financières ont diminué de 4,8 M\$ pour s'établir à 56,1 M\$ au cours de 2016, comparativement à 60,9 M\$ pour 2015. Cette diminution s'explique par une baisse du niveau d'endettement, contrebalancée en partie par les taxes de vente découlant du règlement d'un avis de cotisation liés aux charges financières et aux pertes de change. Au 31 décembre 2016, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 8,9 % (2015 – 9 %).

## (Économie) charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,9 % et à 26,7 % pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, respectivement. La Société a inscrit une économie de 145,5 M\$ en 2016, qui comprenait une économie d'impôt de 161 M\$ relativement à une perte de valeur de 600 M\$ sur certaines de ses immobilisations incorporelles comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. L'économie d'impôt de 161 M\$ est un élément sans effet sur la trésorerie. La Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 27,0 M\$ en 2015. La Société a comptabilisé une économie de 26,5 % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à une charge de 30,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2016 et en 2015 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

## Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 3 octobre 2016, nous avons fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupgon Inc., un fournisseur de coupons numériques. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entité contrôlée conjointement de 0,4 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

## (Perte nette) bénéfice net

En 2016, nous avons comptabilisé une perte nette de 403,7 M\$, comparativement à un bénéfice net de 61,1 M\$ en 2015. La diminution pour l'exercice est principalement attribuable à la perte de valeur de 600 M\$ de nos immobilisations incorporelles, à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des amortissements, qui découlent principalement de la hausse des dépenses d'investissement liée à l'évolution numérique de la Société et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

## Sommaire des résultats consolidés trimestriels

### Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2017				2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	183 759 \$	181 366 \$	191 219 \$	189 508 \$	202 723 \$	201 142 \$	210 487 \$	203 627 \$
Coûts d'exploitation	136 846	135 194	146 794	143 033	145 305	144 193	151 556	141 734
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill, et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	46 913	46 172	44 425	46 475	57 418	56 949	58 931	61 893
Marge sur BAIIA ajusté	25,5 %	25,5 %	23,2 %	24,5 %	28,3 %	28,3 %	28,0 %	30,4 %
Amortissements	24 386	27 989	27 346	25 780	27 745	26 838	25 440	24 859
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032	–	–	–	600 000	–	–	–
Frais de restructuration et autres charges	17 552	6 784	2 778	7 286	7 493	9 691	1 519	4 258
(Perte) bénéfice d'exploitation	(502 057)	11 399	14 301	13 409	(577 820)	20 420	31 972	32 776
Charges financières, montant net	14 622	10 869	11 329	11 330	12 661	13 323	15 950	14 196
(Perte nette) bénéfice net	(586 359)	(4 446)	820	658	(431 583)	3 774	10 953	13 151
(Perte) bénéfice de base par action	(22,33) \$	(0,17) \$	0,03 \$	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,41 \$	0,49 \$
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	(22,33) \$	(0,17) \$	0,03 \$	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,38 \$	0,45 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre de façon générale, essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients et du recul des produits moyens par client. L'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, de même que l'acquisition de Totem, à compter du quatrième trimestre de 2016, ont eu une incidence favorable sur les produits.

Les coûts d'exploitation sont, sauf en ce qui concerne les troisième et quatrième trimestres de 2017, demeurés relativement stables d'un trimestre à l'autre malgré les réductions de la main-d'œuvre, les initiatives d'économie de coûts et la baisse des produits attribuable à l'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, et à la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. Les coûts d'exploitation aux troisième et quatrième trimestres de 2017 ont diminué, résultat qui tient principalement à la baisse des charges liées aux employés, à la baisse des dépenses liées à la marque ainsi qu'à l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information.

La marge sur BAIIA ajusté a diminué à compter du deuxième trimestre de 2016, surtout en raison de l'acquisition de JUICE, et a diminué davantage au premier semestre de 2017 principalement en raison de la baisse des produits, sans toutefois une baisse proportionnelle des coûts, incluant l'incidence de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. La marge sur BAIIA ajusté a augmenté aux troisième et quatrième trimestres de 2017, ce qui tient aux initiatives d'économie de coûts ainsi qu'à la baisse de la rémunération variable liée à la diminution des produits.

La dotation aux amortissements pour 2016 et 2017 se rapportait essentiellement au déploiement de plateformes et d'applications. À compter du deuxième trimestre de 2016, l'amortissement a aussi augmenté en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. À la suite du test de dépréciation effectué le 31 décembre 2016, la Société a révisé la durée d'utilité des ententes de non-concurrence, ce qui a contrebalancé la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement à l'optimisation de la main-d'œuvre, aux contrats de location liés à des fermetures de bureaux et aux acquisitions.



Les charges financières ont diminué de façon constante au cours des trimestres, principalement en raison de la baisse du niveau d'endettement. Les charges financières ont augmenté au quatrième trimestre de 2017, en partie en raison de l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % le 19 octobre 2017 et du remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017.

Notre perte nette aux quatrième trimestres de 2017 et de 2016 s'explique par une perte de valeur de 507 M\$ et de 600 M\$, respectivement, liée à certaines de nos immobilisations incorporelles et au goodwill. Notre perte nette au troisième trimestre de 2017 découle de la charge pour perte de valeur comptabilisée relativement à certains placements disponibles à la vente et de la radiation de notre participation dans une entité contrôlée conjointement à la suite de l'arrêt de ses activités.

## Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2017			2016		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Indemnités, avantages et remplacement externe	3 574 \$	6 699 \$	(46,6) %	15 098 \$	19 775 \$	(23,7) %
Contrats de location liés à des fermetures de bureaux	13 555	479	2 729,9 %	17 188	1 360	1 163,8 %
Coûts de transaction	–	103	(100) %	601	1 535	(60,8) %
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économie sur coûts des services passés), montant net	557	(43)	1 395,3 %	1 332	(43)	3 197,7 %
Autres frais	(134)	255	(152,2) %	181	334	(45,8) %
<b>Total des frais de restructuration et autres charges</b>	<b>17 552 \$</b>	<b>7 493 \$</b>	<b>134,2 %</b>	<b>34 400 \$</b>	<b>22 961 \$</b>	<b>49,8 %</b>

Les frais de restructuration et autres charges se sont élevés à 17,6 M\$ et à 34,4 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2017 et se rapportaient surtout aux contrats de location liés à des fermetures de bureaux ainsi qu'aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre. Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 7,5 M\$ et 23,0 M\$, respectivement, liés essentiellement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre de même qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

Le 16 janvier 2018, Pages Jaunes a annoncé qu'elle avait franchi une étape importante de son programme de réduction des dépenses afin d'améliorer sa principale mesure opérationnelle, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, en réduisant ses effectifs d'environ 500 postes partout au Canada et dans toutes les fonctions de l'entreprise, ce qui représente une réduction d'environ 18 % de la main-d'œuvre sur une base consolidée. La Société a annoncé qu'elle prévoyait comptabiliser une charge de restructuration d'environ 17 M\$ au premier trimestre qui se clôturera le 31 mars 2018 en raison de cette réduction de la main-d'œuvre.

## ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

### Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2017	2016	Variation en %
<b>Pour les trimestres clos les 31 décembre</b>			
<b>PJ</b>	<b>139 748 \$</b>	<b>157 817 \$</b>	<b>(11,4) %</b>
Médias imprimés	42 070	53 274	(21,0) %
Médias numériques	97 678	104 543	(6,6) %
<b>Agence</b>	<b>27 164</b>	<b>26 457</b>	<b>2,7 %</b>
Médias imprimés	1 105	989	11,7 %
Médias numériques	26 059	25 468	2,3 %
<b>Immobilier</b>	<b>13 027</b>	<b>13 751</b>	<b>(5,3) %</b>
Médias imprimés	2 436	4 125	(40,9) %
Médias numériques	10 591	9 626	10,0 %
<b>Autre</b>	<b>5 597</b>	<b>6 191</b>	<b>(9,6) %</b>
Médias imprimés	1 136	1 240	(8,4) %
Médias numériques	4 461	4 951	(9,9) %
<b>Éliminations intersectorielles</b>	<b>(1 777)</b>	<b>(1 493)</b>	<b>19,0 %</b>
Médias imprimés	(16)	(28)	(42,9) %
Médias numériques	(1 761)	(1 465)	20,2 %
<b>Total des produits</b>	<b>183 759</b>	<b>202 723</b>	<b>(9,4) %</b>
Médias imprimés	46 731	59 600	(21,6) %
Médias numériques	137 028 \$	143 123 \$	(4,3) %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le total des produits a diminué de 9,4 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 183,8 M\$, comparativement à 202,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des produits a diminué au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, essentiellement en raison de la baisse des produits tirés des médias imprimés dans le secteur PJ.

Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 4,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 137,0 M\$, ou 74,6 % du total des produits, contre 143,1 M\$, ou 70,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable au secteur PJ.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 21,6 % pour s'établir à 46,7 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2017, en raison d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique parmi nos clients.

#### Produits tirés des secteurs à présenter

##### PJ

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 139,7 M\$, comparativement à 157,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés, dont le taux de recul est demeuré stable d'un exercice à l'autre. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques attribuable aux médias numériques de PJ à marge plus élevée a été contrebalancée en partie par la croissance des services numériques, lesquels sont exploités à une marge moins élevée, ce qui se traduit par une pression sur nos marges brutes.

### Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Agence ont augmenté pour s'établir à 27,2 M\$, comparativement à 26,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance de JUICE.

### Immobilier

Les produits tirés du secteur Immobilier se sont élevés à 13,0 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 13,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés au sein de Pages Jaunes Immobilier, qui a été contrebalancée en partie par une croissance au sein de DPCF.

### Autre

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 5,6 M\$, comparativement à 6,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est essentiellement attribuable à la perte d'un revendeur et au roulement de personnel dans le service des ventes.

### Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2017		2016		Variation
		%		%	en %
PJ	84 111 \$	60,2 %	94 923 \$	60,1 %	(11,4) %
Agence	3 509	12,9 %	6 567	24,8 %	(46,6) %
Immobilier	5 127	39,4 %	5 724	41,6 %	(10,4) %
Autre	2 648	47,3 %	2 880	46,5 %	(8,1) %
Éliminations intersectorielles	(174)	9,8 %	(63)	4,2 %	176,2 %
Total de la marge brute	95 221 \$	51,8 %	110 031 \$	54,3 %	(13,5) %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 95,2 M\$, ou 51,8 % du total des produits, comparativement à 110,0 M\$, ou 54,3 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute et de la marge brute en pourcentage du total des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 découle principalement de la pression exercée sur les marges brutes dans le secteur Agence, attribuable à une concurrence accrue, particulièrement sur le marché américain, et à une tendance à l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale.

### Marge brute des secteurs à présenter

#### PJ

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur PJ a totalisé 84,1 M\$, ou 60,2 % des produits, comparativement à 94,9 M\$, ou 60,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La stabilité de la marge brute en pourcentage des produits est essentiellement attribuable aux initiatives d'économie de coûts visant à contrebalancer l'incidence d'une modification de la composition des ventes pour aller vers des produits à marge moins élevée.

#### Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 3,5 M\$, ou 12,9 % des produits, comparativement à 6,6 M\$, ou 24,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute du secteur Agence pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 découle principalement de la pression exercée sur les prix par la concurrence, particulièrement sur le marché américain, et de la tendance à l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale.

**Immobilier**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 5,1 M\$, ou 39,4 % des produits, comparativement à 5,7 M\$, ou 41,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique par la baisse des produits au sein de Pages Jaunes Immobilier, et la baisse de la marge brute au quatrième trimestre de 2017 s'explique par la composition des produits et les répartitions géographiques au sein de DPCF.

**Autre**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Autre s'est élevée à 2,6 M\$, ou 47,3 % des produits, comparativement à 2,9 M\$, ou 46,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

**Autres coûts d'exploitation**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2017	2016	Variation en %
<b>Pour les trimestres clos les 31 décembre</b>			
PJ	37 973 \$	40 119 \$	(5,3) %
Agence	2 558	4 931	(48,1) %
Immobilier	6 016	5 686	5,8 %
Autre	1 935	1 940	(0,3) %
Éliminations intersectorielles	(174)	(63)	176,2 %
<b>Total des autres coûts d'exploitation</b>	<b>48 308 \$</b>	<b>52 613 \$</b>	<b>(8,2) %</b>

Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, le total des autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, a diminué de 8,2 % pour s'établir à 48,3 M\$, comparativement à 52,6 M\$ en 2016. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 découle de la baisse des dépenses liées à la marque et des charges liées aux employés.

**Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter****PJ**

Les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 38,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 40,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 découle principalement de la baisse des dépenses liées à la marque et des charges liées aux employés.

**Agence**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence se sont établis à 2,6 M\$, pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 4,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 au sein du secteur Agence est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés.

**Immobilier**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre et se sont établis à 6,0 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 5,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

**Autre**

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés stables d'un exercice à l'autre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

**BAlIA ajusté**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2017		2016		Variation
		%		%	en %
PJ	46 138 \$	33,0 %	54 804 \$	34,7 %	(15,8) %
Agence	951	3,5 %	1 636	6,2 %	(41,9) %
Immobilier	(889)	(6,8) %	38	0,3 %	(2 439,5) %
Autre	713	12,7 %	940	15,2 %	(24,1) %
Total du BAlIA ajusté	46 913 \$	25,5 %	57 418 \$	28,3 %	(18,3) %

Le BAlIA ajusté a diminué de 10,5 M\$ pour s'établir à 46,9 M\$ au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 57,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAlIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2017 s'est établie à 25,5 %, comparativement à 28,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts au sein du secteur PJ.

**BAlIA ajusté des secteurs à présenter****PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAlIA ajusté du secteur PJ a totalisé 46,1 M\$, ou 33 % des produits, comparativement à 54,8 M\$, ou 34,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une modification de la composition des produits et à la baisse des produits tirés des médias imprimés, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts.

**Agence**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAlIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 1,0 M\$, ou 3,5 % des produits, comparativement à 1,6 M\$, ou 6,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAlIA ajusté du secteur Agence pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 s'explique par la baisse de la marge brute, atténuée en partie par la baisse des charges liées aux employés.

**Immobilier**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAlIA ajusté du secteur Immobilier correspond à une perte de 0,9 M\$, ou (6,8) % des produits, comparativement à 38 000 \$, ou 0,3 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits au sein de Pages Jaunes Immobilier, qui a été contrebalancée en partie par des initiatives d'économie de coûts.

**Autre**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAlIA ajusté du secteur Autre s'est élevé à 0,7 M\$, ou 12,7 % des produits, comparativement à 0,9 M\$, ou 15,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle essentiellement d'une baisse des produits.

**BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les trimestres clos les 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>Variation en %</b>
<i>PJ</i>	<b>31 010 \$</b>	43 736 \$	(29,1) %
BAlIA ajusté	<b>46 138</b>	54 804	(15,8) %
Dépenses d'investissement	<b>15 128</b>	11 068	36,7 %
<i>Agence</i>	<b>996</b>	1 169	(14,8) %
BAlIA ajusté	<b>951</b>	1 636	(41,9) %
Dépenses d'investissement	<b>(45)</b>	467	(109,6) %
<i>Immobilier</i>	<b>(1 543)</b>	(629)	(145,3) %
BAlIA ajusté	<b>(889)</b>	38	(2 439,5) %
Dépenses d'investissement	<b>654</b>	667	(1,9) %
<i>Autre</i>	<b>654</b>	711	(8,0) %
BAlIA ajusté	<b>713</b>	940	(24,1) %
Dépenses d'investissement	<b>59</b>	229	(74,2) %
<i>Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement</i>	<b>31 117</b>	44 987	(30,8) %
BAlIA ajusté	<b>46 913</b>	57 418	(18,3) %
Dépenses d'investissement	<b>15 796 \$</b>	12 431 \$	27,1 %

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 13,9 M\$ pour s'établir à 31,1 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2017, comparativement à 45,0 M\$ pour la période correspondante de 2016. La baisse du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique surtout par la baisse du BAlIA ajusté et la hausse des dépenses d'investissement essentiellement attribuables aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

**BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter*****PJ***

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 31,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 43,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse du BAlIA ajusté et à l'augmentation des dépenses d'investissement au titre des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

***Agence***

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence s'est élevé à 1,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 1,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des dépenses d'investissement au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a atténué le manque à gagner du BAlIA ajusté pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2016.

***Immobilier***

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier correspond à une perte de 1,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à une perte de 0,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à une baisse du BAlIA ajusté. Les dépenses d'investissement sont demeurées stables au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

### **Autre**

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est demeuré stable et il s'est élevé à 0,7 M\$ pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016.

### **Amortissements**

Les amortissements se sont établis à 24,4 M\$ au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 27,7 M\$ au quatrième trimestre de 2016. La charge pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 se rapporte principalement aux dépenses d'investissement liées au déploiement des systèmes et des plateformes et aux améliorations locatives liées au déménagement de nos bureaux de même qu'à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. De plus, à la suite du test de dépréciation effectué par la Société au 31 décembre 2016, nous avons révisé la durée d'utilité de nos ententes de non-concurrence afin de tenir compte de la période révisée au cours de laquelle les avantages devaient être comptabilisés. Par conséquent, la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence découlant de la charge pour perte de valeur comptabilisée en 2016 a été contrebalancée par l'incidence de la réduction de la durée d'utilité.

### **Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill**

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de 2017 et en raison d'une insuffisance des produits dans les UGT Pages Jaunes et Autre par rapport aux estimations précédentes et de l'incertitude à l'égard des tendances futures à long terme, la Société a révisé ses estimations relatives aux flux de trésorerie futurs sur la base des récentes tendances historiques. Parallèlement, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 500 M\$ au sein des UGT Pages Jaunes et Autre, puisque la valeur comptable des UGT Pages Jaunes et Autre excédait leur valeur recouvrable. La perte de valeur a été portée en diminution des marques de commerce et des ententes de non-concurrence de l'UGT Pages Jaunes, et principalement du goodwill de l'UGT Autre. Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a aussi comptabilisé une perte de valeur de 7 M\$ relativement à des actifs qui ont été mis hors service, notamment des logiciels.

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel et en raison d'une accélération marquée d'un changement défavorable dans la composition des produits au cours du quatrième trimestre de 2016 au sein de l'UGT Pages Jaunes, la Société a déterminé que la recouvrabilité de certains de ses actifs devait être examinée pour évaluer s'ils avaient subi une perte de valeur. Par conséquent, nous avons comptabilisé au cours du quatrième trimestre de 2016 une perte de valeur de 600 M\$ relativement à certaines de nos immobilisations incorporelles, notamment nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

La charge pour perte de valeur est un élément sans effet sur la trésorerie et elle n'a aucune incidence sur les clauses restrictives de la Société.

### **Frais de restructuration et autres charges**

Au cours du quatrième trimestre de 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 17,6 M\$, se rapportant surtout à des contrats de location liés à des fermetures de bureaux, à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre. Au cours du quatrième trimestre de 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 7,5 M\$, liés principalement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre ainsi qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

### **Charges financières**

Les charges financières ont augmenté de 2,0 M\$ pour s'établir à 14,6 M\$ au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 12,7 M\$ à la période correspondante de 2016. L'augmentation s'explique par l'émission des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315 M\$, le 19 octobre 2017. La Société a utilisé le produit net de la vente des billets garantis de premier rang à 10,00 % pour racheter, le 18 novembre 2017, la totalité de ses billets garantis de premier rang à 9,25 % arrivant à échéance le 30 novembre 2018.

**Charge (économie) d'impôt sur le résultat**

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,8 % et à 26,9 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016, respectivement. Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 69,4 M\$, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une provision pour moins-value du même montant liée à une perte de valeur de 500 M\$ de certaines immobilisations corporelles et du goodwill de la Société comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat d'environ 75 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

Au quatrième trimestre de 2016, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 159,3 M\$, qui comprenait une économie de 161 M\$ relative à une perte de valeur de 600 M\$ sur certaines immobilisations incorporelles de la Société. L'économie d'impôt de 161 M\$ est un élément sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2017 s'explique principalement par la reprise et la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice en cours et des exercices précédents. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au quatrième trimestre de 2016 tient au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

**Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement**

Le 29 septembre 2017, 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupgon Inc., a cessé ses activités, et la valeur comptable nette de la participation de 0,7 M\$ a été radiée. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entreprise associée de 0,3 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2017 relativement aux coûts de fermeture. Nous avons comptabilisé une perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement de 0,4 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2016.

**Perte nette**

Nous avons comptabilisé une perte nette de 586,4 M\$ et de 431,6 M\$ aux quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016, respectivement. La perte nette pour les quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016 est attribuable à une charge de 507 M\$ et de 600 M\$ comptabilisée au cours des quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016, respectivement, se rapportant à la perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill. La perte nette pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique aussi par l'incidence de la reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles représentant une charge d'impôt sur le résultat de 75 M\$.



### 3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

#### Structure du capital

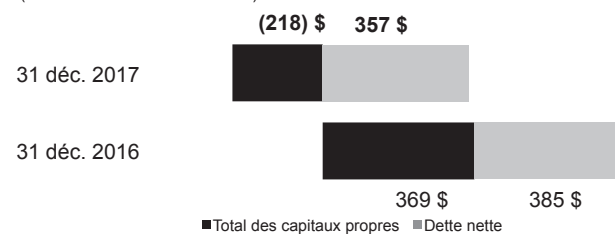
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	46 405 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang à 10,00 %	308 898 \$	– \$
Billets garantis de premier rang à 9,25 %	–	309 669
Débitures échangeables	94 067	92 174
Obligations en vertu de contrats de location-financement	215	359
Dette nette	356 775 \$	384 942 \$
Capitaux propres	(218 796)	368 904
Capitalisation totale	137 979 \$	753 846 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	258,6 %	51,1 %

#### Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup>



#### Structure du capital (en millions de dollars canadiens)



Au 31 décembre 2017, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 356,8 M\$, comparativement à 384,9 M\$ au 31 décembre 2016.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup> s'établissait à 1,9 fois au 31 décembre 2017, comparativement à 1,6 fois au 31 décembre 2016. L'augmentation est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté.

<sup>1</sup> Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

## Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2017, la Société avait des lettres de crédit de 6,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 43,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Le 19 octobre 2017, la Société a conclu une convention de garantie et d'emprunt modifiée et mise à jour afin de proroger la durée de l'emprunt garanti par des actifs jusqu'en août 2022 et pour réduire certains taux et frais.

## Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315 M\$ (les « nouveaux billets ») échéant le 1<sup>er</sup> novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des nouveaux billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les nouveaux billets portent intérêt depuis le 19 octobre 2017 à un taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018.

## Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les nouveaux billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les nouveaux billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5 : 1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, le remboursement des nouveaux billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société.

## Rachat optionnel

À tout moment avant le 1<sup>er</sup> novembre 2018, la Société peut, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 103 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les nouveaux billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des nouveaux billets (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les nouveaux billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les nouveaux billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des nouveaux billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

### **Certaines clauses restrictives**

L'acte de fiducie régissant les nouveaux billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

### **Billets garantis de premier rang à 9,25 %**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang étaient payables en trésorerie trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année. La Société a utilisé le produit net de la vente des nouveaux billets pour racheter, le 18 novembre 2017, tous ses billets garantis de premier rang échéant le 30 novembre 2018, y compris les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat, mais à l'exclusion de cette date. Le prix de rachat total était de 1 020,2986 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des billets garantis de premier rang, ce qui comprend des intérêts de 20,2986 \$.

### **Débetures échangeables**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Aux 31 décembre 2017 et 2016, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 décembre 2017, la valeur des débetures échangeables, moins la désactualisation non comptabilisée, était de 94,1 M\$, comparativement à 92,2 M\$ au 31 décembre 2016.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

### **Option d'échange**

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

### **Rachat optionnel**

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

## Notations

DBRS Limited	Standard & Poor's Rating Services
B (élevée)/cote de l'émetteur – tendance stable	B-/cote de la Société – perspective stable
BB (faible)/cote des billets garantis de premier rang	B+/cote des billets garantis de premier rang
B (faible)/cote des débetures échangeables	CCC/cote des débetures échangeables

## Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long termes pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 7 février 2018, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 52,8 M\$ et un montant de 43,8 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

## Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

## Données sur les actions

### Données sur les actions en circulation

	Au 7 février 2018	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 306	28 075 304
Débetures échangeables en circulation <sup>1</sup>	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 486	2 995 488
Options sur actions en circulation <sup>2</sup>	1 021 450	1 024 550	630 950

<sup>1</sup> Au 7 février 2018, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

<sup>2</sup> Le solde des options sur actions en circulation de 1 021 450 et de 1 024 550 au 7 février 2018 et au 31 décembre 2017, respectivement, comprend 281 325 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 630 950 au 31 décembre 2016 comprend 186 550 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

## Obligations contractuelles et autres engagements

### Obligations contractuelles

(en milliers de dollars canadiens)

	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2017				
	Total	1 an	De 2 ans à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à long terme <sup>1,2</sup>	315 000 \$	54 800 \$	– \$	260 200 \$	– \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement	215	139	76	–	–
Débiteures échangeables <sup>1</sup>	107 089	–	–	107 089	–
Contrats de location simple	236 978	14 336	31 714	28 921	162 007
Autres	47 420	24 981	16 155	3 967	2 317
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>706 702 \$</b>	<b>94 256 \$</b>	<b>47 945 \$</b>	<b>400 177 \$</b>	<b>164 324 \$</b>

<sup>1</sup> Montant en capital.

<sup>2</sup> Le remboursement des nouveaux billets pourrait varier en fonction de la clause des flux de trésorerie excédentaires en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

### Obligations en vertu de contrats de location-financement

Nous concluons des contrats de location-financement relatifs à du matériel de bureau et à des logiciels. Au 31 décembre 2017, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2019 totalisaient 0,2 M\$.

### Contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location simple. Au 31 décembre 2017, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location simple jusqu'en 2034 totalisaient 237,0 M\$ et comprenaient les obligations nettes prévues liées aux locaux libérés, qui ont été comptabilisées dans les frais de restructuration.

### Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2017 et 2038. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2017, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 47,4 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

### Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2017, les actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisaient 505,2 M\$ et étaient investis dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2017 s'est établi à 9,5 %, soit un rendement supérieur de 0,7 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 mars 2017. L'évaluation de mars 2017 a révélé un déficit de solvabilité de 50,0 M\$, montant qui sera financé sur une période de cinq ans. La prochaine évaluation actuarielle devra avoir lieu en date du 31 mars 2020.

En 2017, la Société a versé des cotisations annuelles équivalentes au coût des services rendus au cours de la période (le « coût annuel pour l'employeur ») de 25,0 M\$, ce qui comprend un montant de 12,3 M\$ pour financer le déficit. En 2018, le total des paiements en trésorerie devrait s'élever à 17,8 M\$, dont une tranche de 6,9 M\$ servira à financer le déficit.

## Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	133 186 \$	167 547 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(17 842)	(9 434)
	<b>115 344 \$</b>	<b>158 113 \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(37 297) \$	(50 787) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(30 412)	(12 719)
Achat de placements disponibles à la vente	(5 452)	(50)
Acquisitions d'entreprises	(400)	(35 271)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	(680)	(1 597)
	<b>(74 241) \$</b>	<b>(100 424) \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>		
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite de l'escompte	308 700 \$	– \$
Remboursement sur la dette à long terme	(309 813)	(97 325)
Frais d'émission de titres d'emprunt	(7 716)	–
Achat d'actions restreintes	(3 129)	(10 472)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	–	115
	<b>(11 958) \$</b>	<b>(107 682) \$</b>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>29 145 \$</b>	<b>(49 993) \$</b>
<b>TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>17 260</b>	<b>67 253</b>
<b>TRÉSORERIE, À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>46 405 \$</b>	<b>17 260 \$</b>

### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

#### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 34,4 M\$, passant de 167,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 à 133,2 M\$ pour la période correspondante de 2017. En 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont subi l'incidence de la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 57,8 M\$, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges et la baisse des intérêts versés.

## Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a donné lieu à une sortie de trésorerie de 17,8 M\$, comparativement à 9,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La sortie de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'explique principalement par une augmentation des créances clients et des créditeurs et par des paiements au titre de la rémunération incitative variable annuelle, qui étaient provisionnés au 31 décembre 2016, facteurs contrebalancés en partie par la rémunération incitative variable pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La sortie de trésorerie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'explique par la hausse des créances clients, découlant essentiellement des cycles de recouvrement plus longs dans le secteur de la publicité nationale, par la baisse des produits différés, découlant essentiellement d'une diminution des produits, ainsi que par la baisse des fournisseurs, facteurs contrebalancés en partie par la réception d'un montant de 16,6 M\$ dans le cadre du règlement d'avis de cotisation pour les taxes de vente.

## Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 74,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 100,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons investi un montant de 37,3 M\$ dans le développement de logiciels et de 30,4 M\$ dans le matériel de bureau et informatique et les améliorations locatives liés à la relocalisation de bureaux. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, nous avons investi un montant de 50,8 M\$ pour le développement de logiciels et de 12,7 M\$ dans le matériel de bureau et informatique et les améliorations locatives. Les dépenses d'investissement engagées au cours des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons fait l'acquisition d'une participation minoritaire dans Melian Labs, Inc., qui exploite une plateforme infonuagique de commerce local appelée MyTime, pour 5,4 M\$. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons acquis l'actif net de JUICE pour un prix d'achat de 35,3 M\$.

## Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 12,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 107,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons émis des nouveaux billets d'un montant de 308,7 M\$, déduction faite d'un escompte de 6,3 M\$. Nous avons utilisé le produit net de la vente des nouveaux billets pour racheter la totalité de nos billets garantis de premier rang à 9,25 % qui devaient arriver à échéance le 30 novembre 2018. Le total des remboursements des billets garantis de premier rang à 9,25 % pour 2017 s'est élevé à 309,7 M\$, comparativement à 97,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 3,1 M\$, comparativement à 10,5 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

## Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme et les débiteurs échangeables.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 décembre 2017. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

## 4. Flux de trésorerie disponibles

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	27 544 \$	27 874 \$	115 344 \$	158 113 \$
Dépenses d'investissement	(21 688)	(20 036)	(67 709)	(63 506)
Flux de trésorerie disponibles	5 856 \$	7 838 \$	47 635 \$	94 607 \$

## 5. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

### Immobilisations incorporelles, goodwill et immobilisations corporelles

Les valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes, qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes nécessitent une bonne part de jugement et pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes si les estimations actuelles de la performance future et des justes valeurs changeaient. L'établissement de ces estimations pourrait avoir des répercussions sur le montant de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisé au cours des périodes ultérieures ainsi que sur la dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles.

Pages Jaunes évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle identifiable ou d'un goodwill à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle utilise une bonne part de jugement.

Pages Jaunes a soumis le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie au test de dépréciation annuel selon la politique décrite à la note 3.12 des états financiers consolidés audités de Pages Jaunes Limitée pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») a été établie en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle d'établissement des flux de trésorerie actualisés selon des hypothèses clés importantes, notamment en ce qui a trait aux flux de trésorerie après impôt prévus sur une longue période, aux taux de croissance finaux et aux taux d'actualisation. Nous avons utilisé des statistiques publiques ou obtenu des conseils, quand cela était possible, au moment d'établir les hypothèses que nous avons utilisées. Des renseignements détaillés sur les tests de dépréciation de Pages Jaunes sont fournis à la note 7 des états financiers consolidés audités de Pages Jaunes Limitée pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

### Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie par l'actualisation des sorties de trésorerie futures estimées au moyen des taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement de la charge au titre des avantages du personnel nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le rendement attendu des actifs disponibles pour la capitalisation des obligations au titre du régime, le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Aux fins du calcul du rendement attendu des actifs du régime, les actifs sont évalués à la juste valeur. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

### Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales dans l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.



Pages Jaunes est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Une bonne part de jugement est requise pour établir la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées de sérieuses discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents. Pages Jaunes examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

### **Normes comptables**

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

#### **Modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie***

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications à l'International Accounting Standard (IAS) 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les changements issus des flux de trésorerie de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur.

#### **Modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités***

En décembre 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, dans le cadre de son cycle 2014-2016 du processus d'améliorations annuelles. Les modifications précisent que l'exigence de présenter des informations financières résumées ne s'applique pas aux intérêts détenus dans des filiales, des entreprises associées ou des coentreprises qui sont classées comme détenues en vue de la vente ou qui sont incluses dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

#### **IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients***

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client.
- Identifier les obligations de prestation prévues au contrat.
- Déterminer le prix de transaction.
- Répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat.
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une adoption anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre une application rétrospective complète ou une application rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme. L'IASB a publié la version définitive d'IFRS 15 en avril 2016, qui ne change pas les principes sous-jacents de la norme, mais vient clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

L'adoption d'IFRS 15 devrait avoir une incidence sur le moment de comptabilisation des produits pour les produits imprimés ainsi que sur le report des frais de publication connexes et l'inclusion des informations à fournir dans les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée. À la suite de l'adoption d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés seront comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de douze mois. De la même manière, les frais de publication différés seront différés et comptabilisés lorsque les produits tirés des médias imprimés connexes seront comptabilisés. La comptabilisation en vertu d'IFRS 15 est aussi assujettie à d'autres ajustements, notamment la comptabilisation des commissions.

D'après l'évaluation préliminaire, lors de l'application initiale d'IFRS 15 par Pages Jaunes Limitée pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2018, le total de l'actif au 1<sup>er</sup> janvier 2017 augmentera d'environ 30 M\$, le total du passif diminuera de 1 M\$, et le déficit sera réduit d'environ 31 M\$. Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 diminuera d'environ 8 M\$, et une diminution correspondante sera apportée au déficit. La perte de base et diluée par action diminuera de 0,31 \$. Le total de l'actif au 31 décembre 2017 augmentera d'environ 23 M\$, et une réduction correspondante sera apportée au déficit.

### **IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. IFRS 9 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et amorti par la suite. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements au titre de la location, et ajustée par la suite pour tenir compte des intérêts et des paiements au titre de la location. Cette façon de comptabiliser est assujettie à certaines exceptions et à d'autres ajustements.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date.

Selon son évaluation préliminaire, Pages Jaunes Limitée a identifié des contrats de location, presque tous pour des locations de bureaux, dont la comptabilisation changera en vertu d'IFRS 16. La comptabilisation des actifs loués et des obligations locatives connexes fera augmenter le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges et générera une hausse combinée correspondante des amortissements et des charges financières à la date d'application d'IFRS 16. La direction prévoit appliquer IFRS 16 de façon anticipée pour l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

D'après l'évaluation préliminaire de la direction, lors de l'application initiale d'IFRS 16 par Pages Jaunes Limitée pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2018, le total de l'actif au 1<sup>er</sup> janvier 2017 augmentera d'environ 40 M\$, le total du passif augmentera d'environ 45 M\$, et le déficit sera réduit de 5 M\$. Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 diminuera d'environ 0,1 M\$, et un ajustement correspondant sera apporté au déficit d'ouverture. La perte de base et diluée par action diminuera de 0,01 \$. Le total de l'actif au 31 décembre 2017 augmentera d'environ 52 M\$, le total des passifs augmentera d'environ 57 M\$, et le déficit sera réduit de 5 M\$.

### **Modifications à IFRS 2, Paiement fondé sur des actions**

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et elles seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### **IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée**

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### **IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux**

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes évalue actuellement l'incidence qu'aura cette interprétation sur ses états financiers consolidés.

## **6. Risques et incertitudes**

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

### **Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de

recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La Société tire principalement ses produits de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits tirés de la publicité de la Société, comme ceux des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession de longue durée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux récessions prolongées. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire ou à éliminer leur publicité auprès de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

**L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

**L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations avec des tiers pour étendre ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de rendement, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'efficacité et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faible marge, comme les services et la revente, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la rentabilité de la Société**

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploitées par celle-ci sont actuellement beaucoup plus rentables que les services numériques (sites Web, optimisation pour moteur de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (OMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité pourrait s'en ressentir.

### **L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle**

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

### **L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

### **Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités**

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de préserver ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette utilisation, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

### **L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Nous avons conclu quatre contrats de services de facturation et de recouvrement avec Bell Canada (en son nom et à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite et de MTS Inc.) (« Bell ») qui viennent à expiration le 31 décembre 2018. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS qui ont recours à nos services. Bell et TELUS (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients.

**Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. Les conventions collectives actuelles ont une durée de un an à cinq ans et expirent à des dates futures diverses. Quatre de ces conventions ont expiré et font l'objet d'une renégociation. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités. De plus, l'augmentation du pourcentage d'employés syndiqués de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La Société a conclu des ententes avec plusieurs applications cartographiques et moteurs de recherche pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients et permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficiente et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Toute panne de ces systèmes pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**Un ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci, pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Le 1<sup>er</sup> juillet 2015, Pages Jaunes a acquis DPCF, transformant du coup la Société en un chef de file du marché immobilier numérique. En raison de cette acquisition, la Société occupe une place plus importante sur le marché des inscriptions immobilières. Les activités et la performance financière de DPCF sont tributaires de la vigueur du secteur immobilier et des changements au sein de celui-ci. Les tendances en matière d'acquisition de propriétés sont sensibles à la conjoncture économique et le nombre de transactions risque de diminuer ou d'augmenter moins rapidement en cas de ralentissement économique. Un ralentissement des activités du secteur immobilier pourrait mener à une diminution de l'achat de forfaits par les vendeurs de propriétés. DPCF est assujettie aux règlements dans le secteur de l'immobilier, qui peuvent varier de temps à autre d'une façon qui pourrait restreindre ou nuire à la capacité de DPCF à offrir ses produits et avoir une incidence défavorable sur les activités et les résultats d'exploitation de DPCF. Un ralentissement ou une perturbation du marché immobilier pourrait se traduire par une diminution de la demande

pour les produits de DPCF et nuire à ses activités ou à ses résultats d'exploitation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujéti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de refinancements, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues ou à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

**Le montant de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer ou de réduire sa dette et avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

Le montant de la dette de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. L'ampleur de la dette de la Société pourrait :

- augmenter la vulnérabilité de la Société aux conditions économiques difficiles et défavorables du secteur;
- contraindre la Société à affecter une portion substantielle de ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation aux paiements de sa dette, réduisant ainsi les fonds disponibles pour les activités, les occasions d'affaires futures ou d'autres fins;
- limiter la souplesse de la Société en ce qui concerne la planification et les mesures à prendre à l'égard des changements dans ses activités et dans son secteur;
- placer la Société dans une situation désavantageuse par rapport à ses concurrents qui ont moins de dettes;
- limiter la capacité de la Société à obtenir du financement additionnel, au besoin, pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses acquisitions, les exigences liées au service de sa dette ou pour d'autres fins.

En outre, l'acte de fiducie qui régit les billets garantis de premier rang, l'acte de fiducie qui régit les débentures échangeables et l'emprunt garanti par des actifs contiennent un certain nombre de clauses financières et restrictives, y compris des restrictions liées à toute dette supplémentaire, au paiement de dividendes et à d'autres paiements, à l'établissement de privilèges, aux cessions-bail, aux fusions, à la consolidation et à la vente d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des sociétés liées et aux activités d'exploitation. Le manquement à ces obligations pourrait donner lieu à un cas de défaut qui, s'il n'est pas corrigé ou ne fait pas l'objet d'une renonciation, rendrait la dette visée exigible par anticipation. Si les dettes aux termes de l'acte de fiducie qui régit les billets garantis de premier rang, de l'acte de fiducie qui régit les débentures échangeables ou de l'emprunt garanti par des actifs, selon le cas, devenaient exigibles par anticipation, rien ne garantit que la Société disposerait d'assez de liquidités ou d'un accès à des capitaux pour les rembourser intégralement.

**L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière**

La Société doit, à l'heure actuelle, et pourrait être obligée, d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux actifs du régime, les taux d'intérêt à long terme et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société. La Société verse actuellement des cotisations supplémentaires à ses régimes de retraite dans le but de réduire son déficit de solvabilité actuariel.



Les besoins de financement des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations additionnelles à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en trésorerie de la Société.

## **7. Contrôles et procédures**

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2017.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2017.

Au cours du trimestre ouvert le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et clos le 31 décembre 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Pages Jaunes Limitée, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016, les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

(signé) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.<sup>1</sup>

Le 8 février 2018

Montréal (Québec)

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125494

# États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

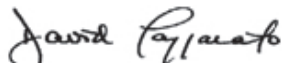
	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIFS COURANTS</b>		
Trésorerie	46 405 \$	17 260 \$
Créances clients et autres débiteurs (note 21)	124 051	114 854
Charges payées d'avance	8 760	8 934
Frais de publication différés	53 579	61 144
Impôt sur le résultat à recevoir (note 13)	3 214	3 057
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>236 009</b>	<b>205 249</b>
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		
Frais de publication différés	6 778	7 936
Actifs financiers et autres (notes 11 et 21)	13 338	4 008
Participation dans une entité contrôlée conjointement (note 5)	-	1 157
Immobilisations corporelles (note 6)	51 161	36 194
Immobilisations incorporelles (note 7)	193 352	740 932
Goodwill (note 7)	26 829	45 342
Impôt sur le résultat différé (note 13)	2 447	59 119
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>293 905</b>	<b>894 688</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>529 914 \$</b>	<b>1 099 937 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Fournisseurs et autres créditeurs (note 8)	83 628 \$	79 493 \$
Provisions (note 9)	47 558	53 010
Produits différés	14 741	18 927
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 11)	54 939	75 161
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>200 866</b>	<b>226 591</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		
Provisions (note 9)	14 371	4 327
Avantages incitatifs relatifs à un bail différés (note 20)	17 749	11 821
Impôt sur le résultat différé (note 13)	24 111	7 081
Avantages postérieurs à l'emploi (note 10)	143 372	154 172
Dette à long terme (note 11)	254 174	234 867
Déventures échangeables (note 12)	94 067	92 174
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>547 844</b>	<b>504 442</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>748 710</b>	<b>731 033</b>
CAPITAL ET RÉSERVES	6 595 521	6 597 891
DÉFICIT	(6 814 317)	(6 228 987)
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>(218 796)</b>	<b>368 904</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>529 914 \$</b>	<b>1 099 937 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé au nom de Pages Jaunes Limitée par



Robert F. MacLellan, administrateur



David A. Lazzarato, administrateur

## Comptes consolidés de résultat

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Produits	745 852 \$	817 979 \$
Coûts d'exploitation (note 17)	561 867	582 788
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges	183 985	235 191
Amortissements (notes 6 et 7)	105 501	104 882
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill (notes 6 et 7)	507 032	600 000
Frais de restructuration et autres charges (note 9)	34 400	22 961
Perte d'exploitation	(462 948)	(492 652)
Charges financières, montant net (note 18)	48 150	56 130
Perte de valeur de placements disponibles à la vente (note 21)	3 720	-
Perte avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	(514 818)	(548 782)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat (note 13)	72 405	(145 517)
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement (note 5)	2 104	440
<b>Perte nette</b>	<b>(589 327) \$</b>	<b>(403 705) \$</b>
Perte de base par action	(22,32) \$	(15,23) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Perte de base par action (note 14)	26 399 242	26 500 861
Perte diluée par action	(22,32) \$	(15,23) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Perte diluée par action (note 14)	26 399 242	26 500 861

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
<b>Perte nette</b>	<b>(589 327) \$</b>	<b>(403 705) \$</b>
<b>Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global :</b>		
<b>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</b>		
Perte latente sur les placements disponibles à la vente (note 21)	(3 720)	–
Reclassement en résultat de la perte de valeur des placements disponibles à la vente (note 21)	3 720	–
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (note 21)	(1 020)	1 125
Reclassement en résultat des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (note 21)	24	(129)
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	268	(267)
	<b>(728)</b>	<b>729</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</b>		
Gains actuariels (note 10)	5 461	22 101
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(1 464)	(5 941)
	<b>3 997</b>	<b>16 160</b>
<b>Autres éléments de bénéfice global</b>	<b>3 269</b>	<b>16 889</b>
<b>Total de la perte globale</b>	<b>(586 058) \$</b>	<b>(386 816) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

## Pour les exercices clos les 31 décembre

	2017									
	Capital social (note 14)	Actions restreintes	Bons de souscription (note 14)	Instruments financiers composés <sup>1</sup>	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total des capitaux propres	
Solde au 31 décembre 2016	4 031 685 \$	(31 848) \$	1 456 \$	3 619 \$	135 926 \$	2 457 053 \$	6 597 891 \$	(6 228 987) \$	368 904 \$	
Autres éléments (de perte globale)										
de bénéfice global	-	-	-	-	(728)	-	(728)	3 997	3 269	
Perte nette	-	-	-	-	-	-	-	(589 327)	(589 327)	
Total de la perte globale	-	-	-	-	(728)	-	(728)	(585 330)	(586 058)	
Actions restreintes réglées	-	7 405	-	-	(7 405)	-	-	-	-	
Actions restreintes (note 16)	-	(3 129)	-	-	2 087	-	(1 042)	-	(1 042)	
Options sur actions	-	-	-	-	(600)	-	(600)	-	(600)	
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>4 031 685 \$</b>	<b>(27 572) \$</b>	<b>1 456 \$</b>	<b>3 619 \$</b>	<b>129 280 \$</b>	<b>2 457 053 \$</b>	<b>6 595 521 \$</b>	<b>(6 814 317) \$</b>	<b>(218 796) \$</b>	
	2016									
	Capital social (note 14)	Actions restreintes	Bons de souscription (note 14)	Instruments financiers composés <sup>1</sup>	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total des capitaux propres	
Solde au 31 décembre 2015	4 031 528 \$	(24 965) \$	1 456 \$	3 619 \$	132 275 \$	2 457 053 \$	6 600 966 \$	(5 841 442) \$	759 524 \$	
Autres éléments de bénéfice global										
	-	-	-	-	729	-	729	16 160	16 889	
Perte nette	-	-	-	-	-	-	-	(403 705)	(403 705)	
Total du bénéfice global										
(de la perte globale)	-	-	-	-	729	-	729	(387 545)	(386 816)	
Actions restreintes réglées	-	3 589	-	-	(3 589)	-	-	-	-	
Actions restreintes (note 16)	-	(10 472)	-	-	5 578	-	(4 894)	-	(4 894)	
Options sur actions (note 16)	-	-	-	-	975	-	975	-	975	
Exercice d'options sur actions										
(note 16)	157	-	-	-	(42)	-	115	-	115	
Solde au 31 décembre 2016	4 031 685 \$	(31 848) \$	1 456 \$	3 619 \$	135 926 \$	2 457 053 \$	6 597 891 \$	(6 228 987) \$	368 904 \$	

<sup>1</sup> La composante capitaux propres des débetures échangeables est présentée ci-dessus déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$ (2016 – 1,3 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(589 327) \$	(403 705) \$
Éléments d'ajustement		
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	564	7 974
Amortissements	105 501	104 882
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032	600 000
Frais de restructuration et autres charges	34 400	22 961
Charges financières, montant net	48 150	56 130
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	3 720	–
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	72 405	(145 517)
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	2 104	440
Autres éléments sans effet sur la trésorerie	10 737	9 967
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(17 842)	(9 434)
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(12 395)	(13 165)
Frais de restructuration et autres charges payés (note 9)	(22 632)	(33 885)
Intérêts versés	(36 111)	(44 865)
Impôt sur le résultat payé, montant net	(56)	(1 815)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	9 094	8 145
	<b>115 344</b>	<b>158 113</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(37 297)	(50 787)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(30 412)	(12 719)
Achat de placements disponibles à la vente (note 21)	(5 452)	(50)
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(400)	(35 271)
Participation dans une entité contrôlée conjointement (note 5)	(680)	(1 597)
	<b>(74 241)</b>	<b>(100 424)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite de l'escompte (note 11)	308 700	–
Remboursement sur la dette à long terme (note 11)	(309 813)	(97 325)
Frais d'émission de titres d'emprunt	(7 716)	–
Achat d'actions restreintes (note 16)	(3 129)	(10 472)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions (note 16)	–	115
	<b>(11 958)</b>	<b>(107 682)</b>
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	<b>29 145</b>	<b>(49 993)</b>
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<b>17 260</b>	<b>67 253</b>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>46 405 \$</b>	<b>17 260 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 19)</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## 1. Description

Pages Jaunes Limitée, par l'intermédiaire de ses filiales, offre aux entreprises locales et nationales des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés permettant de joindre les consommateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada. Les références à Pages Jaunes Limitée (ou la « Société ») dans ce document ont trait à la situation financière, à la performance financière, aux flux de trésorerie et aux informations fournies sur Pages Jaunes Limitée et ses filiales sur une base consolidée.

Le siège social de Pages Jaunes Limitée est situé au 1751, rue Richardson (Le Nordelec), Montréal (Québec) Canada H3K 1G6, et les actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « Y ».

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 et a autorisé leur publication le 8 février 2018.

## 2. Normes révisées

### Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans ces états financiers consolidés mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

#### Modifications à IAS 7 – *Tableau des flux de trésorerie*

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les changements issus des flux de trésorerie de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur.

#### Modifications à IFRS 12 – *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

En décembre 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, dans le cadre de son cycle 2014-2016 du processus d'améliorations annuelles. Les modifications précisent que l'exigence de présenter des informations financières résumées ne s'applique pas aux intérêts détenus dans des filiales, des entreprises associées ou des coentreprises qui sont classées comme détenues en vue de la vente ou qui sont incluses dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

### Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

#### IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client.
- Identifier les obligations de prestation prévues au contrat.
- Déterminer le prix de transaction.
- Répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat.
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.



La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une adoption anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre une application rétrospective complète ou une application rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme. Pages Jaunes Limitée a l'intention d'utiliser l'application rétrospective complète. L'IASB a publié la version définitive d'IFRS 15 en avril 2016, qui ne change pas les principes sous-jacents de la norme, mais vient clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

L'adoption d'IFRS 15 devrait avoir une incidence sur le moment de comptabilisation des produits pour les produits imprimés, ainsi que sur le report des frais de publication connexes et l'inclusion des informations à fournir dans les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée. À la suite de l'adoption d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés seront comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de douze mois. De la même manière, les frais de publication différés seront différés et comptabilisés lorsque les produits tirés des médias imprimés connexes seront comptabilisés. La comptabilisation en vertu d'IFRS 15 est aussi assujettie à d'autres ajustements, notamment la comptabilisation des commissions.

D'après l'évaluation préliminaire de la direction, lors de l'application initiale d'IFRS 15 par Pages Jaunes Limitée pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2018, le total de l'actif au 1<sup>er</sup> janvier 2017 augmentera d'environ 30 M\$, le total du passif diminuera de 1 M\$ et le déficit sera réduit d'environ 31 M\$. Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 diminuera d'environ 8 M\$, et une diminution correspondante sera apportée au déficit. La perte de base et diluée par action diminuera de 0,31 \$. Le total de l'actif au 31 décembre 2017 augmentera d'environ 23 M\$, et une réduction correspondante sera apportée au déficit.

### **IFRS 9 – Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. IFRS 9 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### **IFRS 16 – Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et amorti par la suite. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements au titre de la location, et ajustée par la suite pour tenir compte des intérêts et des paiements au titre de la location. Cette façon de comptabiliser est assujettie à certaines exceptions et à d'autres ajustements.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date.

Selon son évaluation préliminaire, Pages Jaunes Limitée a identifié des contrats de location, presque tous pour des locations de bureaux, dont la comptabilisation changera en vertu d'IFRS 16. La comptabilisation des actifs loués et des obligations locatives connexes fera augmenter le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges et générera une hausse combinée correspondante des amortissements et des charges financières à la date d'application d'IFRS 16. La direction prévoit appliquer IFRS 16 de façon anticipée pour l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

D'après l'évaluation préliminaire de la direction, lors de l'application initiale d'IFRS 16 par Pages Jaunes Limitée pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2018, le total de l'actif au 1<sup>er</sup> janvier 2017 augmentera d'environ 40 M\$, le total du passif augmentera d'environ 45 M\$ et le déficit sera réduit d'environ 5 M\$. Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 diminuera d'environ 0,1 M\$, et un ajustement correspondant sera apporté au déficit d'ouverture. La perte de base et diluée par action diminuera de 0,01 \$. Le total de l'actif au 31 décembre 2017 augmentera d'environ 52 M\$, le total des passifs augmentera d'environ 57 M\$ et le déficit sera réduit de 5 M\$.

### **Modifications à IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions**

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et elles seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### **IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée**

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

## **3. Mode de présentation et principales méthodes comptables**

### **3.1 Déclaration de conformité**

Les présents états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales ont été préparés par la direction conformément aux IFRS. Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous qui ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées pour l'ensemble des entités consolidées.

### **3.2 Base d'évaluation**

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés) à la juste valeur, comme il est expliqué dans les méthodes présentées ci-dessous.

### **3.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation**

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### **3.4 Méthode de consolidation**

#### **3.4.1 Filiales**

Les filiales contrôlées directement par Pages Jaunes Limitée ou indirectement par l'entremise d'autres filiales consolidées sont entièrement consolidées. Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce son contrôle.

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession. Les actifs et les passifs intersociétés et les transactions entre les sociétés entièrement consolidées sont éliminés. Les profits et les pertes sur les opérations à l'interne avec des sociétés contrôlées sont entièrement éliminés. Les méthodes comptables sont modifiées au besoin pour assurer l'uniformité du traitement comptable au niveau de Pages Jaunes Limitée.

### 3.4.2 Entités contrôlées conjointement

Les entités contrôlées conjointement sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce un contrôle conjoint sur le plan de la politique de gestion, d'exploitation et financière. Cette situation exige généralement de détenir 50 % des droits de vote.

Les participations dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement évaluées au coût. Par la suite, la quote-part dans le résultat net des entités contrôlées conjointement attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de Pages Jaunes Limitée est comptabilisée en résultat net. La quote-part du bénéfice net comptabilisé comprend l'amortissement des actifs amortissables en fonction de leur juste valeur à la date d'acquisition.

### 3.4.3 Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition représente le total de la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis ou des passifs contractés ou repris par Pages Jaunes Limitée en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont comptabilisés dans le compte de résultat à mesure qu'ils sont engagés.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation précédemment détenue par Pages Jaunes Limitée dans l'entité acquise est réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition (la date à laquelle Pages Jaunes Limitée obtient le contrôle), et tout profit ou perte qui en découle, s'il en est, est comptabilisé dans le compte de résultat.

## 3.5 Trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts de fonds et, de temps à autre, des placements très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

## 3.6 Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à l'échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et créances. Ce classement dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et il est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

Les actifs financiers désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les placements détenus jusqu'à l'échéance et les prêts et créances sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à la juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents connexes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, puis reclassés en résultat net dans le compte de résultat lorsqu'ils sont réalisés ou lorsqu'une dépréciation est déterminée.

Un actif financier est décomptabilisé si les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui s'y rattachent expirent, ou si l'actif est transféré et que le transfert répond aux conditions de décomptabilisation. La trésorerie et les créances clients et autres débiteurs sont incluses dans la catégorie des prêts et créances.

### 3.6.1 Méthode du taux d'intérêt effectif

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et d'affectation des produits d'intérêts ou des charges d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés (y compris l'intégralité des commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et des autres primes positives ou négatives) sur la durée de vie prévue de l'actif (du passif) financier ou, si cela est approprié, sur une période plus courte.

### 3.6.2 Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers, autres que ceux à la juste valeur par le biais du résultat net, font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés s'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier sur les flux de trésorerie futurs estimés du placement.

Pour certaines catégories d'actifs financiers, comme les créances clients et autres débiteurs, les actifs dont on estime qu'ils ne se sont pas dépréciés selon un test individuel sont ensuite soumis à un test de dépréciation collectif.

### 3.7 Frais de publication différés

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée au titre des frais de publication directs et marginaux engagés au cours de la vente, de la fabrication et de la distribution d'annuaires téléphoniques imprimés, de même qu'au cours de la vente, de la prestation et de l'exécution de nos produits et services numériques. L'immobilisation incorporelle correspond aux coûts qui seront recouverts au cours de périodes futures lorsque les produits liés aux annuaires et les produits tirés des produits et services numériques seront comptabilisés. Une immobilisation incorporelle est comptabilisée à l'actif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

Pages Jaunes Limitée exerce le contrôle sur le contrat pour lequel les coûts ont été engagés.

- Le contrôle découle d'événements passés.
- On s'attend à ce que des avantages économiques futurs reviennent à Pages Jaunes Limitée.
- L'immobilisation est identifiable et constitue un élément non monétaire et sans substance physique.

Les frais de publication différés sont initialement comptabilisés au coût et amortis sur la durée de vie économique de l'annuaire et des produits et services numériques.

### 3.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les divers composants des immobilisations corporelles sont amortis séparément en fonction de leur durée d'utilité estimée et, par conséquent, leur durée d'amortissement est significativement différente. Le coût d'un actif comprend les dépenses directement attribuables à son acquisition. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Pages Jaunes Limitée n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif au cours des périodes présentées.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre de composant distinct, au besoin, s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront à Pages Jaunes Limitée et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont passés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction des coûts inscrits à l'actif, déduction faite de toute valeur résiduelle sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque actif. Les actifs loués en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue selon la même méthode utilisée pour les actifs détenus ou sur la durée du contrat de location si celle-ci est plus courte.

Au 31 décembre 2017, les durées d'utilité prévues sont les suivantes :

Matériel de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Autre matériel	De 3 ans à 12 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre la durée du contrat de location ou la durée d'utilité

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité d'un actif sont révisés au moins une fois au cours de l'exercice. Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il y a indication de dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque l'actif pris individuellement ne génère pas d'entrées de fonds indépendantes, Pages Jaunes Limitée détermine la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

### 3.9 Location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs, à leur juste valeur déterminée à la date de passation du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement incluse dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont imputées directement au compte de résultat, à moins qu'elles ne soient directement attribuables à un actif qualifié; dans ce cas, elles sont inscrites à l'actif selon la méthode générale utilisée par Pages Jaunes Limitée pour la comptabilisation des coûts d'emprunt.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps. Les loyers conditionnels découlant des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Dans l'éventualité où des avantages incitatifs ont été reçus dans le cadre de la conclusion des contrats de location simple, ces avantages incitatifs sont comptabilisés à titre de passif lié aux incitatifs relatifs à un bail différés. L'avantage cumulé est comptabilisé comme une diminution de la charge locative de façon linéaire.

### 3.10 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et constatées séparément du goodwill lorsqu'elles découlent de droits légaux ou contractuels ou qu'elles peuvent être séparées de l'entreprise acquise et vendues, transférées, assorties d'un contrat de licence ou échangées. Le coût de ces immobilisations incorporelles est réputé correspondre à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne, constituées de logiciels utilisés par la Société, sont constatées dans la mesure où les critères d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, sont respectés. Les frais de développement des immobilisations incorporelles développées à l'interne sont comptabilisés au coût uniquement si Pages Jaunes Limitée peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera de probables avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et d'autre nature adéquates en vue de mener à bien le développement de l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité de mesurer de façon fiable la dépense relative à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle développée à l'interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle développée à l'interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont passées en charges dans le compte de résultat au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne comprennent les coûts se rapportant aux logiciels et aux licences d'utilisation de logiciels employés dans le développement des systèmes de Pages Jaunes Limitée, ainsi que toutes les charges salariales et tous les frais de consultation directement attribuables. Ces éléments ne sont pas amortis tant que les immobilisations ne peuvent être utilisées.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles doivent être comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit, à moins que leur durée d'utilité ne soit indéterminée :

Ententes de non-concurrence	Mode linéaire sur la plus courte des deux périodes suivantes : 7 ans ou la durée de vie de l'entente
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Mode linéaire sur une période de 3 ans ou moins
Marques de commerce	Durée d'utilité indéterminée ou mode linéaire sur 10 ans <sup>1</sup>
Noms de domaine	Durée d'utilité indéterminée ou mode linéaire sur 4 à 12 ans
Logiciels	Mode linéaire sur 3 ans

<sup>1</sup> À la suite des pertes de valeur subies consécutives au cours des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 dans l'UGT Pages Jaunes et en raison de l'incertitude à l'égard des tendances à long terme au titre des flux de trésorerie futurs, les marques de commerce à durée de vie indéterminée de l'UGT Pages Jaunes ont été classées à titre d'immobilisations incorporelles à durée déterminée au 31 décembre 2017, et leur durée d'utilité a été réduite à 10 ans.

La durée d'utilité estimée et le mode d'amortissement sont révisés à la fin de chaque période ou exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective. La durée d'utilité de certaines ententes de non-concurrence a été révisée au 31 décembre 2016 et réduite à 7 ans, à la suite d'une perte de valeur subie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui indiquait un raccourcissement de la période durant laquelle des avantages économiques futurs sont attendus.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée à sa cession, ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculés en tant qu'écart entre le produit net de la cession ou la juste valeur, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque l'actif est décomptabilisé.

### 3.11 Goodwill

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (la date d'acquisition). Le goodwill est évalué comme l'excédent de la somme de la contrepartie de l'acquisition sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ou plus souvent s'il y a indication de dépréciation. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat et ne fait pas l'objet d'une reprise par la suite.

### 3.12 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, y compris le goodwill

À chaque date de clôture, Pages Jaunes Limitée détermine s'il existe une quelconque indication que les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles se sont dépréciées. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, Pages Jaunes Limitée évalue la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel l'actif appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie indépendantes de celles générées par d'autres actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, de même que le goodwill, sont soumis à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié. La plupart des immobilisations incorporelles de la Société ne génèrent pas d'entrées de fonds indépendantes de celles des autres actifs; elles font donc l'objet de tests au sein de leurs UGT respectives.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat.

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, ce dernier fait l'objet d'un test au niveau de l'UGT représentant le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait s'être dépréciée.

Si la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. La Société ne réduit pas la valeur comptable d'un actif en deçà de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants.

### 3.13 Fournisseurs et autres créditeurs

Les fournisseurs et autres créditeurs, y compris les charges à payer, sont comptabilisés au moment où Pages Jaunes Limitée est tenue d'effectuer des paiements futurs en raison de l'achat d'actifs ou de services. Les fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés au coût amorti.

### 3.14 Passifs financiers

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement. Ces derniers sont classés à titre de passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou à titre d'autres passifs financiers.

À l'exclusion des passifs dérivés et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, Pages Jaunes Limitée a initialement comptabilisé tous les passifs financiers, et en particulier la dette à long terme, les débentures échangeables, les fournisseurs et autres créditeurs à la juste valeur moins les coûts de transaction, et par la suite au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur. Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les coûts de transaction engagés dans l'établissement de ces passifs financiers sont immédiatement passés en charges dans le compte de résultat.

Pages Jaunes Limitée décomptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations de Pages Jaunes Limitée sont exécutées, annulées ou arrivent à expiration.

### **3.15 Provisions**

Les provisions sont comptabilisées si Pages Jaunes Limitée a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour régler l'obligation au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières.

#### **3.15.1 Contrats déficitaires**

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque Pages Jaunes Limitée a un contrat en vertu duquel les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

#### **3.15.2 Restructuration**

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque Pages Jaunes Limitée a un plan formalisé et détaillé de restructuration et qu'elle a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration tient seulement compte des dépenses directement liées à la restructuration, c'est-à-dire les dépenses qui sont à la fois nécessairement entraînées par la restructuration et non liées aux activités poursuivies par l'entité.

### **3.16 Dette à long terme**

Tous les instruments d'emprunt à long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie, déduction faite de tout escompte connexe. Les instruments d'emprunt sont par la suite évalués au coût amorti. Les frais d'émission sont initialement inscrits à l'actif et présentés dans les actifs financiers et autres dans l'état de la situation financière. Ils sont par la suite amortis sur la durée de l'instrument d'emprunt et présentés dans les charges financières dans le compte de résultat. La désactualisation de tout escompte connexe est comptabilisée sur la durée de l'instrument d'emprunt et présentée dans les charges financières dans le compte de résultat.

### **3.17 Avantages du personnel**

#### **3.17.1 Régimes à cotisations définies**

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations à des régimes à cotisations définies sont comptabilisées à titre de charges au titre des avantages du personnel dans le compte de résultat lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à titre d'actifs dans la mesure où un remboursement en trésorerie ou une diminution des paiements futurs sont possibles.

#### **3.17.2 Régimes à prestations définies**

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux régimes à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures accumulées par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces prestations sont actualisées afin de déterminer leur valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est déduite de l'obligation. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe au titre du régime, ajusté en fonction d'un écart afin de tenir compte de tout risque de crédit additionnel, et qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations doivent être versées. Ce calcul est effectué à chaque exercice par un actuaire qualifié au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Pages Jaunes Limitée comptabilise tous les écarts actuariels découlant de ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation, qui comprend les écarts actuariels, l'incidence des variations du plafond de l'actif, le cas échéant, et le rendement des actifs du régime, compte non tenu des intérêts nets sur l'obligation au titre des prestations définies, est reflétée immédiatement dans l'état de la situation financière, et une imputation ou un crédit est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reflétée immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sera pas classée dans le compte de résultat. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période

au cours de laquelle une modification au régime est annoncée aux employés. Les intérêts nets, qui sont calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, sont inclus dans le montant net des charges financières, tandis que les coûts des services sont comptabilisés dans les charges d'exploitation.

### **3.17.3 Autres avantages à long terme**

L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux avantages à long terme autres qu'au titre de régimes de retraite correspond au montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces avantages sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle, et la juste valeur des actifs connexes est déduite de ce montant. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe. Ce calcul est effectué au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont comptabilisés à la période au cours de laquelle ils surviennent.

### **3.17.4 Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque Pages Jaunes Limitée ne peut plus se rétracter de l'offre de ces indemnités, ou, si cela se produit à une date antérieure, lorsqu'il n'y a aucune possibilité réelle de se rétracter d'un plan formalisé et détaillé visant à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite ou de l'octroi des indemnités de cessation d'emploi suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi destinées à encourager les départs volontaires sont passées en charges si Pages Jaunes Limitée a fait une offre afin d'encourager ces départs, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre d'employés qui accepteront l'offre peut être estimé de manière fiable.

### **3.17.5 Avantages à court terme**

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges lorsque les services connexes sont fournis.

Un passif est comptabilisé au titre du montant que l'on prévoit verser si Pages Jaunes Limitée a l'obligation juridique ou implicite de verser ce montant en contrepartie de services passés et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

### **3.17.6 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions**

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance, les unités d'actions différées, les options sur actions et les droits à l'appréciation d'actions de Pages Jaunes Limitée attribuées à des employés et à des administrateurs sont évaluées à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution.

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance et les unités d'actions différées attribuées peuvent être réglées en trésorerie ou en capitaux propres au gré de la Société. Si le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance est capitalisé, les employés admissibles recevront des actions ordinaires au moment de l'acquisition des droits des instruments. La partie capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres. Dans le cas où ces régimes ne seraient pas capitalisés, Pages Jaunes Limitée versera un montant en trésorerie aux employés et aux administrateurs admissibles au moment de l'acquisition des droits. La partie non capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en trésorerie et comptabilisée en tant que passif. Les droits à l'appréciation d'actions sont réglés en trésorerie et comptabilisés en conséquence en tant que passif. Les passifs de ces régimes sont réévalués à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation. Certaines des options sur actions de la Société peuvent être réglées en trésorerie si certaines conditions sont respectées. Ces options sur actions sont comptabilisées en tant que passif, lequel est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des instruments fondés sur des actions est passée en charges de façon linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de Pages Jaunes Limitée quant au nombre d'instruments fondés sur des actions dont les droits seront éventuellement acquis. À chaque période de présentation de l'information financière, Pages Jaunes Limitée révisé son estimation du nombre d'instruments fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision de cette estimation initiale, le cas échéant, est comptabilisée dans le compte de résultat, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve.

## **3.18 Instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée**

Par instrument de capitaux propres, on entend tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée sont comptabilisés au produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.



Les coûts de transaction engagés par Pages Jaunes Limitée dans le cadre de l'émission, de l'acquisition ou de la vente de ses propres instruments de capitaux propres sont portés en déduction des capitaux propres dans la mesure où il s'agit de coûts marginaux directement attribuables à la transaction portant sur les capitaux propres et qui n'auraient pas été générés autrement.

### **3.19 Secteurs opérationnels**

Les informations sur les secteurs opérationnels sont présentées conformément aux rapports internes régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de Pages Jaunes Limitée en vue d'évaluer le rendement de chaque secteur et de leur affecter des ressources. Le président et chef de la direction a été désigné comme le principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Les activités de la Société sont scindées en quatre secteurs à présenter, soit : PJ, Agence, Immobilier et Autre. Les méthodes comptables que la Société utilise à l'égard de ses secteurs à présenter correspondent à celles qu'elle utilise dans ses états financiers consolidés.

### **3.20 Produits**

Les produits de Pages Jaunes Limitée sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des rabais sur ventes et des taxes de vente.

Les services de publicité dans les annuaires imprimés sont offerts en forfaits qui peuvent comprendre plusieurs produits publicitaires en ligne connexes. Les produits imprimés ne sont pas vendus séparément. Les produits tirés de la publicité dans les annuaires imprimés et des produits connexes en ligne sont comptabilisés dans le compte de résultat au prorata sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée des contrats.

Les produits tirés des petites annonces privées et commerciales et des grandes annonces sont constatés au moment de la publication des annonces, sur une base hebdomadaire ou mensuelle. Les produits relatifs à la publication d'annonces apparaissant à plusieurs reprises sont constatés au cours de la période où les annonces sont affichées.

### **3.21 Instruments financiers dérivés**

Pages Jaunes Limitée conclut, à l'occasion, divers instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt sur sa dette à long terme et le risque de fluctuations du cours de ses actions ordinaires, lesquelles ont une incidence sur ses régimes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et ultérieurement réévalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat, à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace; dans ce cas, le moment de comptabilisation dans le compte de résultat dépend de la nature de la relation de couverture.

Pages Jaunes Limitée désigne certains dérivés soit comme couvertures de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couvertures de juste valeur), soit comme couvertures d'une transaction prévue hautement probable ou du risque de change lié aux engagements fermes (couvertures de flux de trésorerie).

#### **3.21.1 Dérivés incorporés**

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou d'autres contrats hôtes sont traités comme des dérivés distincts si leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés à ceux des contrats hôtes, que les contrats hôtes ne sont pas évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le compte de résultat.

### **3.22 Coûts d'emprunt**

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont inscrits à ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Actuellement, la Société n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif.

### **3.23 Imposition**

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et différé.

#### **3.23.1 Impôt exigible**

Le bénéfice imposable diffère du bénéfice comptabilisé dans le compte consolidé de résultat, car il exclut des éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours des autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible de Pages Jaunes Limitée est calculé au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

### 3.23.2 Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du report variable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, et les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale des autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable, ni sur le bénéfice comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf si Pages Jaunes Limitée est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporaire et que la différence temporaire se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif sera réalisé, en fonction des taux d'impôt (et lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des passifs et actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Pages Jaunes Limitée s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si Pages Jaunes Limitée a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si Pages Jaunes Limitée a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt.

### 3.23.3 Impôt exigible et différé de la période

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le compte de résultat à titre de charge ou de produit, sauf s'il concerne des éléments qui sont comptabilisés hors du bénéfice net dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé hors du bénéfice net, ou s'il découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises. Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale applicable est prise en compte dans la comptabilisation de ce regroupement.

## 3.24 Estimations et jugements importants

L'établissement d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle procède à des estimations et formule des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges, ainsi que sur l'information présentée dans les notes complémentaires. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et de la situation économique. Les éléments contenus dans les états financiers à venir pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

Les estimations et les jugements effectués par la direction qui sont essentiels à la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordés ci-après.

### Estimations importantes

#### Acquisitions d'entreprises

Compte tenu de l'acquisition, en mars 2016, d'Oriole Media Corp., qui exerce ses activités sous la raison sociale JUICE Mobile, Pages Jaunes Limitée a évalué la juste valeur des immobilisations incorporelles de JUICE Mobile, à savoir ses logiciels, selon l'approche par le résultat (se reporter à la note 4, *Acquisitions d'entreprises*). L'évaluation à la juste valeur nécessitait une estimation importante et était fondée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés qui maximise la quantité de données observables de marché en plus de faire appel à des flux de trésorerie projetés.

## **Immobilisations incorporelles et goodwill**

Les évaluations liées à la mesure de la recouvrabilité des immobilisations incorporelles identifiables et du goodwill aux fins des tests de dépréciation sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation, les taux de croissance finaux et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les estimations actuelles du rendement futur et des justes valeurs changent.

Pages Jaunes Limitée évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT auquel une immobilisation incorporelle identifiable ou un goodwill appartient à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle effectue des estimations importantes.

Pages Jaunes Limitée soumet les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et le goodwill à un test de dépréciation annuel au quatrième trimestre selon la politique décrite à la note 3.12.

## **Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles**

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

## **Avantages futurs du personnel**

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

## **Impôt sur le résultat**

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

## **Jugements importants**

### **Provisions au titre des positions fiscales incertaines**

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents.

Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

## 4. Acquisitions d'entreprises

### 2016

Le 17 mars 2016, Pages Jaunes Limitée a acquis l'actif net d'Oriole Media Corp., qui exerce ses activités sous la raison sociale JUICE Mobile, par l'entremise de ses filiales Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées « JUICE Mobile ») pour un prix d'achat de 35,3 M\$. L'acquisition de JUICE Mobile, une entreprise de technologies publicitaires de premier plan dont les plateformes programmatiques facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs, a positionné Pages Jaunes Limitée en tant qu'agence de solutions numériques nationales fixes et mobiles et lui permet de rejoindre davantage de marques et d'éditeurs de médias. L'acquisition a été entièrement financée par des fonds en caisse. Nous avons engagé des coûts de transaction de 1,3 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et les avons inclus dans les frais de restructuration et autres charges.

Le tableau suivant résume la transaction et la répartition du prix d'achat, qui a été achevée en 2016.

	17 mars 2016
Juste valeur de l'entreprise acquise	
Créances clients et autres débiteurs	9 003 \$
Autres actifs	644
Immobilisations incorporelles	15 220
Goodwill	18 513
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 802)
Autres passifs	(307)
	35 271 \$

Les produits de 31,8 M\$ et la perte nette de 6,7 M\$ de JUICE Mobile pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont inclus dans le compte consolidé de résultat à compter de la date d'acquisition. Les produits et la perte nette consolidés de Pages Jaunes Limitée pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 auraient été de 823,7 M\$ et de 405,5 M\$, respectivement, si l'acquisition de JUICE Mobile avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En septembre 2016, la Société a fait l'acquisition, par l'entremise de 9778748 Canada Inc., de l'actif net de Totem, une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales, pour un prix d'achat de 1,2 M\$ payable sur trois ans. Le premier versement de 0,4 M\$ a été effectué au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## 5. Participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 3 octobre 2016, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée a acquis une participation de 50 % dans 9778730 Canada Inc., qui détenait la totalité de Coupgon Inc., un fournisseur de coupons numériques, pour une contrepartie en trésorerie de 1,2 M\$. La différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis était négligeable. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a investi un montant additionnel de 0,7 M\$. Le 29 septembre 2017, 9778730 Canada Inc. a mis fin à ses activités, et la valeur comptable nette de la participation, soit 0,7 M\$, a été radiée. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une perte sur participation de 2,1 M\$, y compris la radiation de la participation de 0,7 M\$. La participation était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

## 6. Immobilisations corporelles

	2017				
	Matériel de bureau <sup>1</sup>	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
<b>Coût</b>					
Au 31 décembre 2016	37 293 \$	41 689 \$	2 215 \$	43 183 \$	124 380 \$
Acquisitions	5 877	6 567	87	14 174	26 705
Perte de valeur	–	(348)	–	–	(348)
Cessions, radiations et transferts	(7 476)	(1 768)	(1 619)	(470)	(11 333)
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>35 694 \$</b>	<b>46 140 \$</b>	<b>683 \$</b>	<b>56 887 \$</b>	<b>139 404 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 31 décembre 2016	25 211 \$	31 772 \$	1 684 \$	29 519 \$	88 186 \$
Dotation à l'amortissement	1 633	5 893	111	3 604	11 241
Perte de valeur	–	(222)	–	–	(222)
Cessions, radiations et transferts	(7 351)	(1 746)	(1 396)	(469)	(10 962)
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>19 493 \$</b>	<b>35 697 \$</b>	<b>399 \$</b>	<b>32 654 \$</b>	<b>88 243 \$</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2017</b>	<b>16 201 \$</b>	<b>10 443 \$</b>	<b>284 \$</b>	<b>24 233 \$</b>	<b>51 161 \$</b>
					2016
	Matériel de bureau <sup>1</sup>	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
<b>Coût</b>					
Au 31 décembre 2015	32 700 \$	37 425 \$	2 139 \$	33 911 \$	106 175 \$
Acquisitions d'entreprises	47	159	22	314	542
Acquisitions	4 586	4 180	62	8 961	17 789
Cessions, radiations et transferts	(40)	(75)	(8)	(3)	(126)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>37 293 \$</b>	<b>41 689 \$</b>	<b>2 215 \$</b>	<b>43 183 \$</b>	<b>124 380 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 31 décembre 2015	23 778 \$	25 348 \$	1 384 \$	25 111 \$	75 621 \$
Dotation à l'amortissement	1 470	6 499	304	4 411	12 684
Cessions, radiations et transferts	(37)	(75)	(4)	(3)	(119)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>25 211 \$</b>	<b>31 772 \$</b>	<b>1 684 \$</b>	<b>29 519 \$</b>	<b>88 186 \$</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2016</b>	<b>12 082 \$</b>	<b>9 917 \$</b>	<b>531 \$</b>	<b>13 664 \$</b>	<b>36 194 \$</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable nette du matériel de bureau comprend un montant de 0,2 M\$ au titre des actifs détenus en vertu de contrats de location-financement (2016 – 0,3 M\$).

## 7. Immobilisations incorporelles et goodwill

### Immobilisations incorporelles et goodwill

	2017						
	Marques de commerce et noms de domaine <sup>1</sup>	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels <sup>2</sup>	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill	Total des immobilisations incorporelles et du goodwill
<b>Coût</b>							
Au 31 décembre 2016	483 596 \$	381 494 \$	12 022 \$	384 874 \$	1 261 986 \$	45 342 \$	1 307 328 \$
Acquisitions	–	–	–	35 263	35 263	–	35 263
Perte de valeur	(360 578)	(119 551)	(1 358)	(8 400)	(489 887)	(18 513)	(508 400)
Cessions, radiations et transferts	(12 500)	–	34	(8 609)	(21 075)	–	(21 075)
Au 31 décembre 2017	110 518 \$	261 943 \$	10 698 \$	403 128 \$	786 287 \$	26 829 \$	813 116 \$
<b>Amortissement cumulé</b>							
Au 31 décembre 2016	22 104 \$	240 774 \$	7 078 \$	251 098 \$	521 054 \$	– \$	521 054 \$
Dotation à l'amortissement	2 704	20 444	2 321	68 791	94 260	–	94 260
Perte de valeur	–	–	–	(1 494)	(1 494)	–	(1 494)
Cessions, radiations et transferts	(12 500)	–	–	(8 385)	(20 885)	–	(20 885)
Au 31 décembre 2017	12 308 \$	261 218 \$	9 399 \$	310 010 \$	592 935 \$	– \$	592 935 \$
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2017</b>	<b>98 210 \$</b>	<b>725 \$</b>	<b>1 299 \$</b>	<b>93 118 \$</b>	<b>193 352 \$</b>	<b>26 829 \$</b>	<b>220 181 \$</b>
<hr/>							
	2016						
	Marques de commerce et noms de domaine <sup>1</sup>	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels <sup>2</sup>	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill	Total des immobilisations incorporelles et du goodwill
<b>Coût</b>							
Au 31 décembre 2015	936 085 \$	532 773 \$	6 577 \$	327 695 \$	1 803 130 \$	26 829 \$	1 829 959 \$
Acquisitions d'entreprises (note 4)	–	200	6 230	9 720	16 150	18 513	34 663
Acquisitions	–	–	–	47 457	47 457	–	47 457
Perte de valeur	(452 489)	(147 511)	–	–	(600 000)	–	(600 000)
Cessions, radiations et transferts	–	(3 968)	(785)	2	(4 751)	–	(4 751)
Au 31 décembre 2016	483 596 \$	381 494 \$	12 022 \$	384 874 \$	1 261 986 \$	45 342 \$	1 307 328 \$
<b>Amortissement cumulé</b>							
Au 31 décembre 2015	19 265 \$	225 958 \$	3 592 \$	184 534 \$	433 349 \$	– \$	433 349 \$
Dotation à l'amortissement	2 839	18 784	4 009	66 566	92 198	–	92 198
Cessions, radiations et transferts	–	(3 968)	(523)	(2)	(4 493)	–	(4 493)
Au 31 décembre 2016	22 104 \$	240 774 \$	7 078 \$	251 098 \$	521 054 \$	– \$	521 054 \$
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2016</b>	<b>461 492 \$</b>	<b>140 720 \$</b>	<b>4 944 \$</b>	<b>133 776 \$</b>	<b>740 932 \$</b>	<b>45 342 \$</b>	<b>786 274 \$</b>

<sup>1</sup> La valeur des marques de commerce et des noms de domaine d'une durée d'utilité indéterminée s'établissait à 96,2 M\$ (2016 – 456,8 M\$).

<sup>2</sup> La valeur des logiciels en développement s'établissait à 15,6 M\$ (2016 – 10,6 M\$).

## Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill

Comme la plupart des immobilisations incorporelles ne génèrent pas de rentrées de fonds qui sont dans une large mesure indépendantes de celles d'autres actifs ou d'un groupe d'actifs, la Société effectue le test de dépréciation de ses immobilisations incorporelles au niveau de l'UGT. Les UGT de la Société sont les suivantes : Pages Jaunes et Autres (comprend diverses UGT dont la valeur comptable des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie n'est pas significative par rapport à la valeur comptable totale des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie de la Société).

Le goodwill a subi un test de dépréciation au niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne, soit l'UGT Autres.

Au cours des quatrièmes trimestres de 2016 et de 2017, la Société a mené à terme son analyse de dépréciation annuelle et évalué la recouvrabilité de ses actifs attribués à ses UGT. La Société a calculé la valeur recouvrable de ses UGT au moyen de méthodes d'évaluation cohérentes par rapport à celles utilisées pour les périodes précédentes. La valeur recouvrable a été établie comme étant la valeur la plus élevée obtenue au moyen des méthodes d'évaluation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité, toutes deux fondées sur des estimations au titre des flux de trésorerie futurs actualisés.

### 2017

En raison d'une insuffisance des produits dans les UGT Pages Jaunes et Autre par rapport aux estimations précédentes et de l'incertitude à l'égard des tendances futures à long terme, la Société a révisé ses estimations relatives aux flux de trésorerie futurs sur la base des récentes tendances historiques. Parallèlement, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 480 M\$ au sein de l'UGT Pages Jaunes et une perte de valeur de 20 M\$ d'une entreprise au sein de l'UGT Autre, puisque la valeur comptable de ces UGT excédait leur valeur recouvrable. La perte de valeur a été portée en diminution des marques de commerce et des ententes de non-concurrence de l'UGT Pages Jaunes, et principalement du goodwill de l'UGT Autre. La valeur recouvrable de l'UGT Pages Jaunes et de l'UGT Autre, compte tenu de la perte de valeur, s'élève à 242 M\$ et à 145 M\$, respectivement.

### 2016

Les flux de trésorerie projetés étaient fondés sur des plans financiers sur cinq ans en fonction du budget pour 2017. Les taux de croissance finaux applicables ont été utilisés. Les flux de trésorerie projetés tenaient également compte de diminutions projetées des produits tirés des médias imprimés à des taux annuels se situant entre 17 % et 20 % ainsi que de taux de croissance annuels des produits tirés des produits et services numériques se situant entre 7 % et 13 % en ce qui a trait aux UGT Pages Jaunes et Autres.

À la suite d'une accélération marquée d'une modification défavorable de la combinaison des produits dans l'UGT Pages Jaunes, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 600 M\$, car la valeur comptable de son UGT Pages Jaunes excédait sa valeur recouvrable. La perte de valeur a été portée en diminution de certaines immobilisations incorporelles de l'UGT Pages Jaunes, notamment les marques de commerce et les ententes de non-concurrence. La valeur recouvrable de l'UGT Pages Jaunes, compte tenu de la perte de valeur, s'établit à 704 M\$, et elle représente la valeur d'utilité de l'UGT. La valeur recouvrable de l'UGT Autres excédait sa valeur comptable et, par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

## Valeurs comptables et autres hypothèses

Les flux de trésorerie au-delà des projections sur cinq ans représentaient le résultat d'extrapolations selon les taux de croissance finaux indiqués dans le tableau ci-dessous. Le tableau suivant présente la répartition de la valeur comptable des immobilisations incorporelles par UGT ou groupe d'UGT aux 31 décembre 2017 et 2016, avant les charges pour perte de valeur, et les autres hypothèses clés utilisées pour les calculs de la valeur recouvrable dans le cadre des tests de dépréciation effectués le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016 :

	Au 31 décembre 2017		
	Pages Jaunes	Autres	Total
<b>Valeur comptable des immobilisations incorporelles et du goodwill par UGT</b>			
Marques de commerce et noms de domaine	426 462 \$	30 362 \$	456 824 \$
Marques de commerce et noms de domaine d'une durée de vie déterminée	890	1 074	1 964
Ententes de non-concurrence	119 423	853	120 276
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	–	2 657	2 657
Logiciels	84 886	8 232	93 118
Goodwill	–	45 342	45 342
<b>Valeur comptable totale des immobilisations incorporelles et du goodwill par UGT</b>	<b>631 661 \$</b>	<b>88 520 \$</b>	<b>720 181 \$</b>

	Au 31 décembre 2016 <sup>1,2</sup>		
	Pages Jaunes	Autre	Total
<b>Valeur comptable des immobilisations incorporelles et du goodwill par UGT</b>			
Marques de commerce et noms de domaine	876 835 \$	31 401 \$	908 236 \$
Marques de commerce et noms de domaine d'une durée de vie déterminée	2 094	3 651	5 745
Ententes de non-concurrence	286 816	1 415	288 231
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	–	4 944	4 944
Logiciels	119 603	14 173	133 776
Goodwill	–	45 342	45 342
<b>Valeur comptable totale des immobilisations incorporelles et du goodwill par UGT</b>	<b>1 285 348 \$</b>	<b>100 926 \$</b>	<b>1 386 274 \$</b>

<sup>1</sup> Avant la charge pour perte de valeur de 500 M\$ (2016 – 600 M\$), comme expliqué ci-dessus.

<sup>2</sup> Certains montants de l'exercice 2016 ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

	Pages Jaunes	Autres	Total
<b>Hypothèses clés :</b>			
Taux de croissance final			
31 décembre 2017	-15 % à -5 %	3 % à 4,5 %	-15 % à 4,5 %
31 décembre 2016	-15 % à 4,3 %	1 % à 4,5 %	-15 % à 4,5 %
Taux d'actualisation – après impôt <sup>1</sup>			
31 décembre 2017	9,1 % à 14 %	14 % à 20 %	9,1 % à 20 %
31 décembre 2016	8,4 % à 13,6 %	12,2 % à 15 %	8,4 % à 15 %

<sup>1</sup> La méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie utilisée en 2017 exige l'utilisation d'un taux après impôt. En 2016, la Société a utilisé la méthode de la valeur d'utilité, qui exige l'utilisation d'un taux avant impôt (Pages Jaunes – 15,1 % à 20,6 %, Autre – 14,8 % à 18,6 %).



Pages Jaunes Limitée a cumulé des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, le goodwill et les immobilisations corporelles de 1 391,1 M\$, 5 866,3 M\$ et 10,4 M\$, respectivement.

## 8. Fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Fournisseurs	59 584 \$	60 300 \$
Intérêts courus sur la dette à long terme et les débentures échangeables	6 915	3 169
Charges liées aux salaires	7 993	7 075
Régimes incitatifs à long terme	3 181	4 667
Autres charges à payer	5 955	4 282
	<b>83 628 \$</b>	<b>79 493 \$</b>

## 9. Provisions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$, qui se composent essentiellement de contrats de location liés à des fermetures de bureaux, de réorganisations internes et de réductions de la main-d'œuvre. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 23 M\$ liés principalement aux réorganisations internes, aux réductions de la main-d'œuvre ainsi qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

Les provisions pour frais de restructuration et autres charges représentent la valeur actualisée de la meilleure estimation quant à la sortie future d'avantages économiques qui seront nécessaires pour régler les provisions. Ces dernières pourraient varier en raison de nouveaux événements susceptibles d'influer sur les indemnités et les charges qui devront être versées.

Les autres provisions se rapportent surtout aux congés rémunérés et aux régimes incitatifs à court terme.

	Provisions pour restructuration	Provisions pour autres charges	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2016	12 956 \$	15 610 \$	28 771 \$	57 337 \$
Charges <sup>1</sup>	15 078	17 936	22 459	55 473
Paiements	(18 731)	(3 901)	(28 154)	(50 786)
Reclassement et autres	778	(778)	(95)	(95)
Au 31 décembre 2017	10 081 \$	28 867 \$	22 981 \$	61 929 \$
Moins la tranche à court terme	8 561	16 016	22 981	47 558
<b>Tranche à long terme</b>	<b>1 520 \$</b>	<b>12 851 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>14 371 \$</b>

<sup>1</sup> Les frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$ dans le compte de résultat comprennent une charge nette de 1,4 M\$ sans effet sur la provision.

Le 16 janvier 2018, Pages Jaunes a annoncé une réduction de la main-d'œuvre d'environ 500 postes partout au Canada et dans toutes les fonctions de l'entreprise. La Société prévoit comptabiliser une charge de restructuration de 17 M\$ au premier trimestre qui se clôturera le 31 mars 2018 en raison de cette réduction de la main-d'œuvre.

## 10. Avantages postérieurs à l'emploi

Pages Jaunes Limitée dispose de régimes de retraite composés d'un volet à prestations définies et d'un volet à cotisations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Pages Jaunes Limitée maintient des régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation à l'intention de certains dirigeants, en plus de régimes d'avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi (les « avantages complémentaires ») offerts à la quasi-totalité de ses employés.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent habituellement la Société à des risques actuariels, comme le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité et le risque lié au salaire.

Risque d'investissement	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations de sociétés de première qualité; si le rendement réel des actifs des régimes est inférieur à ce taux, un déficit sera généré. Actuellement, les régimes suivent une stratégie de placement relativement équilibrée entre des titres de capitaux propres et des instruments d'emprunt. Étant donné que l'obligation au titre des prestations définies est à long terme par nature, le comité de retraite juge approprié d'investir une part raisonnable des actifs dans des instruments de capitaux propres afin de maximiser le rendement.
Risque de taux d'intérêt	Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations accroîtra l'obligation au titre des prestations définies, particulièrement sur une base de solvabilité. Par contre, même si une augmentation du rendement des placements des régimes de retraite à prestations définies atténuera partiellement cette augmentation; l'incidence pourrait être notable, étant donné que le passif des régimes est sensible aux variations des taux d'intérêt.
Risque de longévité	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des estimations des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Toute augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'obligation au titre des prestations définies.
Risque lié au salaire	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction de la projection des salaires des participants aux régimes. Ainsi, toute augmentation de salaire des participants aux régimes plus marquée que prévu aura pour effet de faire augmenter le passif des régimes à prestations définies.

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et le coût connexe des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été évalués selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ils sont fondés sur l'évaluation actuarielle et le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui ont été effectués par Morneau Shepell, Fellows de l'Institut canadien des actuaires et de la Société des actuaires au 31 mars 2017 et qui ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2017. Aux fins de capitalisation, une évaluation actuarielle du volet à prestations définies des régimes de retraite de Pages Jaunes a également été effectuée au 31 mars 2017.

La variation des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs ainsi que le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et du montant comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
	Prestations de retraite <sup>1</sup>	Avantages complémentaires	Prestations de retraite <sup>1</sup>	Avantages complémentaires
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	506 913 \$	– \$	487 884 \$	– \$
Cotisations de l'employeur	16 654	2 056	17 907	2 002
Cotisations des employés	1 244	–	1 486	–
Produits d'intérêts	18 512	–	19 087	–
Rendement des actifs des régimes, excluant les produits d'intérêts (gains actuariels)	25 349	–	20 456	–
Prestations versées	(45 289)	(2 056)	(38 952)	(2 002)
Actifs distribués à la liquidation	(15 511)	–	–	–
Frais d'administration	(850)	–	(955)	–
<b>Juste valeur des actifs du régime à la fin de l'exercice</b>	<b>507 022 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>506 913 \$</b>	<b>– \$</b>
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	622 450 \$	38 635 \$	632 599 \$	37 944 \$
Coût des services rendus de l'exercice	5 496	23	5 526	21
Cotisations des employés	1 244	–	1 486	–
Prestations versées	(45 289)	(2 056)	(38 952)	(2 002)
Obligations au titre des prestations définies éteintes à la liquidation	(13 956)	–	–	–
Coût financier	22 772	1 409	24 672	1 479
Économie sur coûts des services passés	(188)	(34)	(28)	(15)
(Gains actuariels) pertes actuarielles découlant de ce qui suit :				
Ajustements liés à l'expérience	(3 243)	–	(2 010)	–
Changements dans les hypothèses financières	21 877	1 254	(843)	1 208
<b>Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice</b>	<b>611 163 \$</b>	<b>39 231 \$</b>	<b>622 450 \$</b>	<b>38 635 \$</b>
<b>Obligation nette au titre des prestations définies</b>	<b>(104 141) \$</b>	<b>(39 231) \$</b>	<b>(115 537) \$</b>	<b>(38 635) \$</b>

<sup>1</sup> Comprend les régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation.

Bien que l'ensemble des régimes de retraite ne soit pas considéré comme entièrement capitalisé à des fins de présentation de l'information financière, les régimes de retraite agréés sont capitalisés conformément aux règlements prescrits applicables en matière de financement régissant les régimes de retraite individuels.

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses adoptées pour mesurer les obligations de Pages Jaunes Limitée en ce qui a trait aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires aux 31 décembre 2017 et 2016.

	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	3,50 %	3,50 %	3,75 %	3,75 %
Taux d'augmentation de la rémunération	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,25 %
Coûts nets des régimes d'avantages				
Taux d'actualisation (coût des services rendus au cours de l'exercice) à la fin de l'exercice précédent	4,00 %	3,75 %	4,25 %	4,25 %
Taux d'actualisation (charges d'intérêts) à la fin de l'exercice précédent	3,75 %	3,75 %	4,00 %	4,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	2,25 %	2,25 %	2,95 %	2,95 %
Durée moyenne pondérée (en années)	15	13	15	13

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique du coût des soins médicaux couverts (le « taux tendanciel du coût des soins médicaux ») a été fixé à 7,7 % en 2017. Le taux de croissance du coût des soins médicaux est présumé diminuer à 7,4 % en 2018, puis reculer graduellement pour se situer à 5 % en 2026 et demeurer à ce niveau par la suite. Le taux de croissance annuel hypothétique du coût des soins dentaires couverts a été fixé à 5,8 % en 2017. Le taux de croissance du coût des soins dentaires couverts est présumé diminuer à 5,6 % en 2018, puis reculer graduellement pour se situer à 4 % en 2026 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure des changements raisonnablement susceptibles de se produire dans chacune des principales hypothèses actuarielles auraient eu une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2017 :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Baisse de 0,25 % du taux d'actualisation à la fin de l'exercice	23 225 \$	1 330 \$
Hausse de 0,25 % du taux de la rémunération	2 220 \$	– \$
Hausse de 1 % des taux tendanciels du coût des soins de santé	s.o. \$	4 151 \$

Les coûts nets des régimes d'avantages présentés dans le compte de résultat incluent les composantes suivantes :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017		2016	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Coût des services rendus de l'exercice	5 496 \$	23 \$	5 526 \$	21 \$
Frais d'administration	850	–	955	–
Économie sur coûts des services passés	(188)	(34)	(28)	(15)
Perte à la liquidation	1 555	–	–	–
Coûts des services <sup>1</sup>	7 713 \$	(11) \$	6 453 \$	6 \$
Coût financier	22 772 \$	1 409 \$	24 672 \$	1 479 \$
Produits d'intérêts	(18 512)	–	(19 087)	–
Charge d'intérêt nette sur l'obligation nette au titre des prestations définies (note 18)	4 260 \$	1 409 \$	5 585 \$	1 479 \$
Coûts nets des régimes d'avantages comptabilisés dans le compte de résultat	11 973 \$	1 398 \$	12 038 \$	1 485 \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global	(6 715) \$	1 254 \$	(23 309) \$	1 208 \$
Total des coûts nets (économies nettes) des régimes d'avantages pour les régimes à prestations définies de Pages Jaunes (« PJ »)	5 258 \$	2 652 \$	(11 271) \$	2 693 \$
Coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à cotisations définies de PJ <sup>1</sup>	5 939	–	7 157	–
<b>Total des coûts nets (économies nettes) des régimes d'avantages</b>	<b>11 197 \$</b>	<b>2 652 \$</b>	<b>(4 114) \$</b>	<b>2 693 \$</b>

<sup>1</sup> Compris dans les coûts d'exploitation.

En raison des réductions de la main-d'œuvre au cours des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, le nombre d'employés couverts par les régimes de retraite a diminué, et ces restructurations ont donné lieu à une économie sur coûts des services passés au 29 novembre 2017, au 31 mars 2017 et au 10 novembre 2016. Les actifs distribués à la liquidation et l'obligation au titre des prestations définies éteinte à la liquidation, qui s'élèvent à 15,5 M\$ et à 14,0 M\$, respectivement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 correspondent à la valeur des rentes versée à même les actifs du régime et à l'obligation comptabilisée pour les participants licenciés dans le cadre des restructurations précédentes. La différence entre ces deux montants représente la perte à la liquidation de 1,6 M\$ comptabilisée en 2017.

Les actifs des régimes se composent principalement de titres canadiens et étrangers, d'obligations de gouvernements et de sociétés, de débetures et de prêts hypothécaires garantis. Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition se présentait comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

(en pourcentage – %)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Juste valeur des actifs des régimes :		
Obligations et débetures canadiennes	12,5	11,5
Actions ordinaires canadiennes	8,0	9,5
Parts de fonds de placement		
Fonds d'actions canadiennes	22,0	22,5
Fonds d'actions mondiales	30,5	31,5
Fonds à revenu fixe canadiens	27,0	24,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	0,5

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les titres de participation cotés en Bourse n'incluaient pas directement d'actions de Pages Jaunes Limitée.

Les paiements en trésorerie versés par Pages Jaunes Limitée au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 25,0 M\$ en 2017 (2016 – 26,8 M\$). Les paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devraient s'élever à environ 18 M\$ en 2018.

La politique de financement de Pages Jaunes Limitée consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Pages Jaunes Limitée a la responsabilité de financer adéquatement ses régimes. Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles concernant le rendement futur des placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs.

Pages Jaunes Limitée a également comptabilisé une charge au titre des régimes de retraite provinciaux et fédéral et des régimes d'États de 8,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (2016 – 9,9 M\$).

Au 31 décembre 2017, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un solde cumulé de 66,1 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 21,9 M\$ au titre des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global.

## 11. Dette à long terme

La dette à long terme comprend les éléments suivants :

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Montant en capital des billets garantis de premier rang à 10,00 %	315 000 \$	– \$
Montant en capital des billets garantis de premier rang à 9,25 %	–	309 669
Moins la désactualisation non comptabilisée	6 102	–
	<b>308 898 \$</b>	309 669 \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement	215	359
	<b>309 113 \$</b>	310 028 \$
Moins la tranche à court terme <sup>1</sup>	54 939	75 161
<b>Tranche à long terme</b>	<b>254 174 \$</b>	<b>234 867 \$</b>

<sup>1</sup> La tranche à court terme des billets garantis de premier rang à 10,00 % pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang à 10,00 %.

### Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée a conclu une convention de garantie et d'emprunt modifiée et mise à jour prorogeant la durée de l'emprunt garanti par des actifs jusqu'en août 2022. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2017, la Société avait des lettres de crédit de 6,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 43,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2017. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres paiements, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actif ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités d'exploitation.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

## **Billets garantis de premier rang à 10,00 %**

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée a émis, par l'entremise de sa filiale entièrement détenue Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un capital total de 315 M\$ (les « nouveaux billets ») échéant le 1<sup>er</sup> novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des nouveaux billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les nouveaux billets porteront intérêt à compter du 19 octobre 2017 au taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018. La Société a engagé des frais d'émission de titres d'emprunt de 7,9 M\$ relativement à l'émission des nouveaux billets au cours du quatrième trimestre. Les frais d'émission de titres d'emprunt sont présentés dans les actifs financiers et autres dans l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des nouveaux billets.

### **Rachat obligatoire**

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2018, les nouveaux billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les nouveaux billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5 : 1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, le remboursement des nouveaux billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société.

### **Rachat optionnel**

À tout moment avant le 1<sup>er</sup> novembre 2018, la Société peut, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 103 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les nouveaux billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des nouveaux billets, (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les nouveaux billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les nouveaux billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des nouveaux billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

### **Certaines clauses restrictives**

L'acte de fiducie régissant les nouveaux billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées et fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

## **Billets garantis de premier rang à 9,25 %**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang étaient payables en trésorerie trimestriellement, à terme échu et en versements égaux au taux de 9,25 % par année, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société a utilisé le produit net de la vente des nouveaux billets pour racheter, le 18 novembre 2017, tous ses billets garantis de premier rang échéant le 30 novembre 2018, y compris les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat, mais à l'exclusion de cette date. Le prix de rachat total était de 1 020,2986 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des billets garantis de premier rang, ce qui comprend des intérêts de 20,2986 \$.

## 12. Débentures échangeables

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Montant en capital des débentures échangeables	107 089 \$	107 089 \$
Moins la désactualisation non comptabilisée	13 022	14 915
	<b>94 067 \$</b>	<b>92 174 \$</b>

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année. La juste valeur initiale des débentures échangeables au 20 décembre 2012 s'établissait à 91,6 M\$.

Les débentures échangeables sont des obligations subordonnées de premier rang non garanties de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les débentures échangeables sont inconditionnellement garanties par des cautionnements subordonnés non garantis fournis par Pages Jaunes Limitée et par toutes ses filiales assujetties à des restrictions (selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables).

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

### Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

L'option de conversion était évaluée à 3,6 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$, à la date de l'émission et est comprise dans les capitaux propres. La composante passif est désactualisée, de sorte que le passif à l'échéance sera égal au capital, moins les échanges.

### Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été payés en entier, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur au 31 décembre 2017 était de néant (2016 – 0,1 M\$).



### 13. Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat inscrit.

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2017	2016
Perte avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	(514 818) \$	(548 782) \$
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada <sup>1</sup>	26,80% %	26,88 %
Économie d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	(137 967) \$	(147 509) \$
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Attributs fiscaux et différences temporaires déductibles non comptabilisés de l'exercice considéré <sup>2</sup>	134 509	–
Reprise des attributs fiscaux et des différences temporaires déductibles des exercices précédents <sup>2</sup>	74 950	–
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	913	1 354
Règlement d'avis de cotisation	–	273
Autre	–	365
<b>Charge (économie) d'impôt sur le résultat</b>	<b>72 405 \$</b>	<b>(145 517) \$</b>

<sup>1</sup> Le taux d'imposition combiné applicable prévu par la loi a diminué de 0,08 %, principalement en raison de la répartition provinciale des revenus gagnés et de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi du Québec et de la Saskatchewan, contrebalancée par l'augmentation du taux d'imposition prévu par la loi du Nouveau-Brunswick.

<sup>2</sup> Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 72,4 M\$, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une provision pour moins-value du même montant liée à une perte de valeur de 500 M\$ de certaines immobilisations incorporelles et du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat d'environ 75 M\$.

(L'économie) la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2017	2016
Impôt exigible	(101) \$	89 \$
Impôt différé	72 506	(145 606)
	<b>72 405 \$</b>	<b>(145 517) \$</b>

Les (actifs) passifs d'impôt différé relatifs aux éléments suivants s'établissent comme suit :

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débiteures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
31 décembre 2016	(574) \$	(26 674) \$	(4 039) \$	(45 734) \$	(8 244) \$	17 655 \$	4 104 \$	11 468 \$	(52 038) \$
Charge (économie) inscrite au compte de résultat	4 306	21 170	875	3 048	(2 606)	(6 100)	(494)	52 307	72 506
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	1 196	–	–	–	–	1 196
<b>31 décembre 2017</b>	<b>(3 732) \$</b>	<b>(5 504) \$</b>	<b>(3 164) \$</b>	<b>(41 490) \$</b>	<b>(10 850) \$</b>	<b>11 555 \$</b>	<b>3 610 \$</b>	<b>63 775 \$</b>	<b>21 664 \$</b>

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débiteures échangeables	Immobilisations incorporelles	Passifs (actifs) d'impôt différé, montant net
31 décembre 2015	(4 521) \$	(15 988) \$	(5 610) \$	(52 113) \$	(10 923) \$	10 919 \$	4 581 \$	160 887 \$	87 232 \$
Acquisitions d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	128	128
Charge (économie) inscrite au compte de résultat	3 947	(10 686)	1 571	171	2 679	6 736	(477)	(149 547)	(145 606)
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	6 208	-	-	-	-	6 208
31 décembre 2016	(574) \$	(26 674) \$	(4 039) \$	(45 734) \$	(8 244) \$	17 655 \$	4 104 \$	11 468 \$	(52 038) \$

Au 31 décembre 2017, la Société n'avait comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes d'exploitation à l'étranger de 181,5 M\$ et à des pertes autres qu'en capital au Canada de 97,3 M\$. Ces pertes viendront à expiration progressivement entre 2028 et 2037.

Au 31 décembre 2017, la Société et ses filiales n'avaient pas comptabilisé les différences temporaires déductibles de 845,8 M\$.

## 14. Capital social

### Actions ordinaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2016	28 075 304	4 031 685 \$
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	2	-
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>28 075 306</b>	<b>4 031 685 \$</b>

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2015	28 063 919	4 031 528 \$
Exercice d'options sur actions (note 16)	11 375	157
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	10	-
Solde au 31 décembre 2016	28 075 304	4 031 685 \$

### Bons de souscription

Le 20 décembre 2012, la Société a émis 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « bons de souscription »).

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, deux et dix bons de souscription d'actions ordinaires ont été exercés, respectivement, contre 2 et 10 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée, respectivement. La Société avait un total de 2 995 486 et de 2 995 488 bons de souscription en circulation aux 31 décembre 2017 et 2016, respectivement.

Chaque bon de souscription est transférable et confère à son détenteur le droit d'acheter une nouvelle action ordinaire de Pages Jaunes Limitée, à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription payable en trésorerie, en tout temps d'ici le 20 décembre 2022 inclusivement. La juste valeur des bons de souscription au 20 décembre 2012 s'établissait à 1,5 M\$.

La juste valeur des bons de souscription a été calculée au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,27 %
Durée de vie prévue	10 ans
Date d'expiration	20 décembre 2022
Volatilité prévue	33,5 %

### Perte par action

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul de la perte de base par action et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul de la perte diluée par action de même qu'entre la perte nette utilisée dans le calcul de la perte de base par action et la perte nette ajustée au titre de l'effet dilutif.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul de la perte de base et diluée par action	26 399 242	26 500 861

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Perte nette utilisée dans le calcul de la perte de base et diluée par action	(589 327) \$	(403 705) \$

Pages Jaunes Limitée n'a pas calculé la perte diluée par action pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, car la conversion des unités d'actions restreintes, des unités d'actions liées à la performance, des options sur actions, des débentures échangeables et des bons de souscription n'aurait pas un effet dilutif sur la perte.

## 15. Information sectorielle

En 2017, la Société a modifié la façon dont elle gère ses activités en vue d'évaluer le rendement et d'affecter les ressources. Ses activités ont été scindées en quatre secteurs à présenter, soit : PJ, Agence, Immobilier et Autre. Les quatre secteurs exercent leurs activités principalement au Canada, et la quasi-totalité de leurs actifs sont également situés au Canada.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée.

Le secteur Agence offre des services de publicité nationale aux marques et aux éditeurs, principalement par l'intermédiaire de sa division Mediative et de ses filiales JUICE Mobile et Totem. Mediative offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE Mobile facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les annonceurs. Totem est une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offre aux propriétaires de maison canadiens des médias et de l'expertise pour vendre leur maison ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Il répond aux besoins des consommateurs dans le marché de l'immobilier au Canada grâce à ses filiales DuProprio/ComFree et Pages Jaunes Habitations Limitée.

Le secteur Autre offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca ainsi que des revues sur le style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation. Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, du goodwill et de certaines immobilisations corporelles et frais de restructuration et autres charges, moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement de chaque secteur. Le principal décideur opérationnel examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques. Les méthodes comptables utilisées par la Société pour ses secteurs à présenter sont les mêmes que celles utilisées dans ses états financiers consolidés et sont ainsi reflétées dans les tableaux ci-dessous.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017	PJ	Agence	Immobilier	Autre	Éliminations intersectorielles	Pages Jaunes Limitée
Produits						
Médias imprimés	181 697 \$	5 416 \$	11 913 \$	3 924 \$	(68) \$	202 882 \$
Médias numériques	405 497	72 688	50 811	18 631	(4 657)	542 970
Total des produits	587 194	78 104	62 724	22 555	(4 725)	745 852
Coûts d'exploitation	404 353	82 815	58 815	20 609	(4 725)	561 867
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges	182 841 \$	(4 711) \$	3 909 \$	1 946 \$	– \$	183 985 \$
Amortissements						105 501
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	485 064	21 968	–	–	–	507 032
Frais de restructuration et autres charges						34 400
Charges financières, montant net						48 150
Perte de valeur de placements disponibles à la vente						3 720
Charge d'impôt sur le résultat						72 405
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement						2 104
<b>Perte nette</b>						<b>(589 327) \$</b>
<b>Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus</b>	(53 081) \$	(2 038) \$	(1 266) \$	(2 230) \$	– \$	<b>(58 615) \$</b>
<b>Goodwill</b>	– \$	– \$	26 829 \$	– \$	– \$	<b>26 829 \$</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	151 660 \$	6 521 \$	32 715 \$	2 456 \$	– \$	<b>193 352 \$</b>
<hr/>						
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016	PJ	Agence	Immobilier	Autre	Éliminations intersectorielles	Pages Jaunes Limitée
Produits						
Médias imprimés	238 756 \$	1 000 \$	18 319 \$	4 587 \$	(455) \$	262 207 \$
Médias numériques	419 066	73 524	48 096	19 774	(4 688)	555 772
Total des produits	657 822	74 524	66 415	24 361	(5 143)	817 979
Coûts d'exploitation	432 447	71 076	63 062	21 346	(5 143)	582 788
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et autres charges	225 375 \$	3 448 \$	3 353 \$	3 015 \$	– \$	235 191 \$
Amortissements						104 882
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	600 000	–	–	–	–	600 000
Frais de restructuration et autres charges						22 961
Charges financières, montant net						56 130
Économie d'impôt sur le résultat						(145 517)
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement						440
<b>Perte nette</b>						<b>(403 705) \$</b>
<b>Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus</b>	(50 523) \$	(2 234) \$	(1 283) \$	(1 321) \$	– \$	<b>(55 361) \$</b>
<b>Goodwill</b>	– \$	18 513 \$	26 829 \$	– \$	– \$	<b>45 342 \$</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	686 407 \$	15 348 \$	34 187 \$	4 990 \$	– \$	<b>740 932 \$</b>

## 16. Régimes de rémunération fondée sur des actions

Les régimes de rémunération fondée sur des actions de Pages Jaunes Limitée se composent d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions liées à la performance, d'unités d'actions différées, d'options sur actions et de droits à l'appréciation d'actions.

### Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance

Le 6 mai 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») afin de récompenser des employés et cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants »). À la suite de la mise en œuvre du régime d'UAR et d'UAP, Pages Jaunes Limitée a attribué aux participants un certain nombre d'unités d'actions restreintes (les « UAR ») et/ou d'unités d'actions liées à la performance (les « UAP »), le cas échéant, en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les UAR sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps et leurs droits seront acquis lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP sont des attributions fondées sur la performance et leurs droits seront acquis lorsque le conseil d'administration confirmera que les cibles de performance précisées ont été atteintes, le cas échéant, et lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP pour lesquelles les cibles de performance n'auront pas été atteintes feront l'objet d'une renonciation et seront annulées automatiquement. Le nombre d'UAP dont les droits sont acquis pourrait atteindre jusqu'à une fois et demie le nombre réel d'UAP attribuées si la performance réelle atteint le niveau maximal des cibles de performance.

Aux termes du régime d'UAR et d'UAP, si le régime d'UAR et d'UAP est capitalisé, les participants recevront, à l'acquisition des droits des UAR et des UAP, des actions ordinaires de la Société acquises sur le marché libre. Dans l'éventualité où le régime d'UAR et d'UAP ne serait pas capitalisé, Pages Jaunes Limitée paiera au participant un montant en trésorerie équivalant au nombre d'UAR ou d'UAP dont les droits ont été acquis.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, 501 309 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée (2016 – 553 709) ont été achetées sur le marché libre de la TSX par le fiduciaire nommé en vertu du régime d'UAR et d'UAP à un coût de 3,1 M\$ (2016 – 10,5 M\$) et sont soumises à des restrictions en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP. Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP était de 1 804 716 au 31 décembre 2017.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAR et des UAP au cours des exercices clos les 31 décembre.

Nombre d'	2017		2016	
	UAR	UAP <sup>1</sup>	UAR	UAP <sup>1</sup>
En circulation au début de la période	444 355	596 114	464 924	520 117
Attribuées	846 007	1 042 796	199 427	327 137
Paiement supplémentaire lié à l'atteinte de cibles de performance <sup>2</sup>	–	21 451	–	26 259
Réglées	(182 305)	(200 793)	(159 398)	(85 947)
Ayant fait l'objet d'une renonciation	(344 433)	(663 757)	(60 598)	(191 452)
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>763 624</b>	<b>795 811</b>	<b>444 355</b>	<b>596 114</b>
<b>Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>

<sup>1</sup> Le nombre d'UAP en circulation représente un paiement de 100 %. De plus, le paiement éventuel supérieur à 100 % et pouvant atteindre au maximum 150 %, au titre de l'atteinte de certaines cibles de performance, se chiffrait à 397 868 actions ordinaires au 31 décembre 2017 (2016 – 297 990 actions ordinaires).

<sup>2</sup> Le paiement supplémentaire est lié à l'atteinte de certaines cibles de performance supérieures à 100 % et il correspondait à un paiement supplémentaire de 12 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (2016 – 44 %).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, une charge de 2,1 M\$ (2016 – 5,6 M\$) a été comptabilisée dans le compte consolidé de résultat au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'UAR et d'UAP.

### Régime d'unités d'actions différées

Le 12 juin 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD »). Le régime d'UAD a été modifié en octobre 2013 afin d'inclure la participation des employés admissibles désignés par le conseil d'administration. La Société doit, à sa discrétion, régler les unités d'actions différées (« UAD ») dont les droits sont acquis en trésorerie ou en actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée acquises sur le marché libre lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration ou qu'un employé admissible cesse d'occuper un emploi auprès de la Société.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAD au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2017		2016	
	Nombre d'UAD	Passif <sup>1</sup>	Nombre d'UAD	Passif <sup>1</sup>
En circulation au début de la période	246 892	4 368 \$	192 964	2 947 \$
Attribuées	120 660	1 230	53 928	825
Réglées	(35 307)	(264)	–	–
Variation en raison de la fluctuation du cours de l'action	–	(2 541)	–	596
<b>En circulation et avec droits acquis à la fin de la période</b>	<b>332 245</b>	<b>2 793 \$</b>	<b>246 892</b>	<b>4 368 \$</b>

<sup>1</sup> Le passif lié au régime d'UAD a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

## Options sur actions

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Pages Jaunes Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes Limitée pendant la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, 701 875 options sur actions (2016 – néant) ont été attribuées, lesquelles sont payables en trésorerie si certaines conditions sont remplies. Ces options sur actions sont présentées à titre de passif.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des options sur actions présentées à titre de passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2017		2016	
	Nombre d'options	Passif <sup>1</sup>	Nombre d'options	Passif
En circulation au début de la période	–	– \$	–	– \$
Attribuées <sup>2</sup>	701 875	241 \$	–	– \$
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur	–	(47) \$	–	– \$
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>701 875</b>	<b>194 \$</b>	<b>–</b>	<b>– \$</b>
<b>Droits acquis à la fin de la période</b>	<b>77 986</b>	<b>194 \$</b>	<b>–</b>	<b>– \$</b>

<sup>1</sup> Le passif lié aux options sur actions a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux options dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

<sup>2</sup> Le passif lié aux options sur actions attribuées représente la tranche dont les droits étaient acquis au 31 décembre.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des options sur actions dans le cadre du régime d'options sur actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option
En circulation au début de la période	630 950	16,73 \$	522 950	16,38 \$
Attribuées	701 875	7,97 \$	251 700	17,83 \$
Exercées	–	– \$	(11 375)	10,12 \$
Ayant fait l'objet d'une renonciation	(308 275)	18,78 \$	(132 325)	17,99 \$
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>1 024 550</b>	<b>10,11 \$</b>	<b>630 950</b>	<b>16,73 \$</b>
<b>Pouvant être exercées à la fin de la période</b>	<b>281 325</b>	<b>14,28 \$</b>	<b>186 550</b>	<b>15,38 \$</b>

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires à l'égard du régime d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre.

Prix d'exercice	2017		2016	
	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle
7,97 \$	701 875	2,7	–	–
10,12 \$	167 375	2,4	167 375	3,3
16,44 \$	67 500	4,2	166 050	5,2
17,83 \$	20 800	5,2	163 000	6,2
17,96 \$	–	–	4 600	5,4
19,61 \$	7 700	3,5	7 700	4,5
20,33 \$	4 900	3,4	4 900	4,4
24,65 \$	54 400	3,2	117 325	4,2
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>1 024 550</b>	<b>2,8</b>	<b>630 950</b>	<b>4,8</b>
<b>Pouvant être exercées à la fin de la période</b>	<b>281 325</b>	<b>2,9</b>	<b>186 550</b>	<b>3,6</b>

La valeur des options sur actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité prévue se fonde sur la volatilité historique du cours de l'action sur la durée de vie moyenne prévue des options attribuées. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte pour les exercices clos les 31 décembre.

	2017	2016
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	9,12 \$	18,28 \$
Prix d'exercice	7,97 \$	17,83 \$
Volatilité prévue	41 %	35 %
Durée de vie des options	3 ans	7 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,04 %	1,02 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	2,7 ans	6,2 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, une économie de 0,4 M\$ (2016 – charge de 1,0 M\$) a été comptabilisée dans le compte consolidé de résultat au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'options sur actions.

### Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 15 septembre 2017, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime de droits à l'appréciation d'actions dans le but d'offrir une rémunération incitative aux employés et aux cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants ») qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise et de mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Les droits à l'appréciation d'actions sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps, et leurs droits seront acquis à une date déterminée par le conseil d'administration si les participants sont toujours à l'emploi de la Société. En vertu des modalités du régime de droits à l'appréciation d'actions, les participants recevront, au moment de l'acquisition des droits à l'appréciation d'actions, un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'acquisition des droits sur la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'attribution.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des droits à l'appréciation d'actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2017		2016	
	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif <sup>1</sup>	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif
En circulation au début de la période	–	– \$	–	– \$
Attribuées <sup>2</sup>	701 875	241 \$	–	– \$
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur	–	(47) \$	–	– \$
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>701 875</b>	<b>194 \$</b>	<b>–</b>	<b>– \$</b>
<b>Droits acquis à la fin de la période</b>	<b>77 986</b>	<b>194 \$</b>	<b>–</b>	<b>– \$</b>

<sup>1</sup> Le passif lié au régime de droits à l'appréciation d'actions a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres crédateurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

<sup>2</sup> Le passif lié aux droits à l'appréciation d'actions attribués représente la tranche dont les droits étaient acquis au 31 décembre.

La valeur des droits à l'appréciation d'actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité prévue se fonde sur la volatilité historique du cours de l'action et sur la durée de vie moyenne prévue des droits à l'appréciation d'actions attribués. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte aux 31 décembre.

	2017	2016
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	9,12 \$	– \$
Prix d'exercice	7,97 \$	–
Volatilité prévue	41 %	–
Durée de vie des droits à l'appréciation d'actions	3 ans	–
Taux d'intérêt sans risque	2,04 %	–
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	2,7 ans	–

## 17. Coûts d'exploitation

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016 <sup>3</sup>
Salaires, commissions et avantages	271 567 \$	300 310 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique <sup>1</sup>	147 277	143 487
Autres biens et services <sup>2</sup>	83 065	80 538
Systèmes d'information	46 055	45 624
Créances douteuses (note 21)	13 903	12 829
	<b>561 867 \$</b>	<b>582 788 \$</b>

<sup>1</sup> Les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et logistique ont trait aux coûts liés aux fournisseurs externes pour la production et la distribution de nos produits imprimés et en ligne.

<sup>2</sup> Le poste Autres biens et services comprend les coûts de promotion et de publicité, l'immobilier, les services de bureau, les services de consultation incluant les frais liés aux contractants et les honoraires. Les contrats de location simple comptabilisés dans les coûts d'exploitation au cours de l'exercice se sont élevés à 23,0 M\$ (2016 – 22,5 M\$).

<sup>3</sup> Certaines charges de la période précédente ont été reclassées afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

## 18. Charges financières, montant net

Les principales composantes des charges financières s'établissent comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures échangeables	39 374 \$	43 776 \$
Intérêts nets sur les obligations au titre des prestations définies (note 10)	5 669	7 064
Taxes de vente à l'égard d'un avis de cotisation lié aux coûts de financement	–	2 372
Autres, montant net	3 107	2 918
	<b>48 150 \$</b>	<b>56 130 \$</b>



## 19. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les transactions sans effet sur la trésorerie.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	1 274 \$	5 525 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	937 \$	2 405 \$

## 20. Engagements et éventualités

a) Au 31 décembre 2017, Pages Jaunes Limitée avait des engagements en vertu de divers contrats de location pour des locaux et du matériel et des obligations contractuelles visant des services pour des dépenses d'exploitation et d'investissement aux termes desquels le total des paiements ainsi que ceux à verser au cours des cinq prochaines années et par la suite s'établissent comme suit :

	Contrats de location simple	Autre	Total des engagements
2018	14 336 \$	24 981 \$	39 317 \$
2019	16 324	10 456	26 780
2020	15 390	5 699	21 089
2021	14 551	3 765	18 316
2022	14 370	202	14 572
Par la suite	162 007	2 317	164 324
	236 978 \$	47 420 \$	284 398 \$

Certains contrats de location prévoient des avantages incitatifs au titre d'améliorations locatives. Ces avantages incitatifs sont comptabilisés dans les avantages incitatifs relatifs à un bail différés et s'élevaient à 17,7 M\$ au 31 décembre 2017 (2016 – 11,8 M\$).

b) Pages Jaunes Limitée a conclu quatre contrats de services de facturation et de recouvrement, dont trois ont été conclus avec Bell Canada (en son nom et à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite et de MTS Inc.) (« Bell ») et viennent à expiration le 31 décembre 2018. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031.

En vertu de conventions de publication conclues avec Bell et TELUS, Pages Jaunes Limitée produit des annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques pour chacune de ces sociétés afin de leur permettre de respecter leurs obligations en matière de réglementation.

La Société a également conclu plusieurs autres conventions avec Bell et TELUS concernant l'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et l'utilisation de marques de commerce pour la publication d'annuaires. Si la Société manque de façon importante à ses obligations en vertu des conventions de publication susmentionnées et que, par conséquent, ces conventions de publication sont résiliées conformément à leurs modalités, ces autres licences d'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et d'utilisation de marques de commerce de Bell et de TELUS, selon le cas, pourront également être résiliées. Ces autres conventions conclues avec Bell et TELUS prendront fin entre 2031 et 2037.

c) Pages Jaunes Limitée a conclu des ententes d'impression d'annuaires avec ses imprimeurs visant l'impression, la reliure et la livraison d'annuaires alphabétiques, classés et combinés ainsi que d'autres publications. Elle a aussi conclu des ententes de distribution.

d) Pages Jaunes Limitée fait l'objet de diverses réclamations et poursuites qui ont été engagées contre elle dans le cours normal des activités. Des provisions au titre de certaines de ces réclamations sont comptabilisées et incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les provisions selon la meilleure estimation de la direction quant à leur issue éventuelle. La direction ne s'attend pas à ce que le règlement de ces questions en attente ou en cours ait une incidence négative importante sur la situation financière, sur la performance financière ni sur les flux de trésorerie de Pages Jaunes Limitée.

## 21. Gestion des risques financiers

### Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement de l'incapacité éventuelle d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de satisfaire à ses obligations contractuelles. Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de crédit relativement à la trésorerie, et aux créances clients. La valeur comptable des actifs financiers constitue l'exposition maximale de Pages Jaunes Limitée.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit de façon importante en confiant ces actifs financiers à des contreparties solvables. La situation des contreparties est examinée de façon continue pour évaluer tout changement.

L'octroi de crédit à des clients par Pages Jaunes Limitée nécessite du jugement. Pages Jaunes Limitée a mis en place des contrôles internes visant à atténuer le risque de crédit, y compris une politique de crédit officielle gérée par son service du crédit. Les nouveaux clients, les clients qui augmentent leurs dépenses liées à la publicité selon un certain niveau et les clients qui ne respectent pas les conditions de paiement sont soumis à un processus particulier d'examen et d'approbation.

Pages Jaunes Limitée est d'avis que son exposition à une concentration du crédit relatif aux créances clients est limitée en raison de sa clientèle diversifiée et nombreuse, dont les activités sont réparties dans plusieurs secteurs et régions. Aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des produits, et aucune créance client associée à un client donné n'excède 10 % du solde total des créances clients à aucun moment au cours de l'exercice.

Bell et TELUS fournissent à Pages Jaunes Limitée des services de recouvrement auprès des clients relativement aux annonceurs qui sont aussi leurs clients. Ainsi, ils reçoivent des sommes de clients pour le compte de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée assume le risque lié au recouvrement final de ces créances.

La provision pour créances douteuses et les débiteurs échus sont examinés par la direction à chaque date de clôture. Pages Jaunes Limitée met alors à jour son estimation de la provision pour créances douteuses en fonction de l'évaluation de la recouvrabilité des soldes des créances de chaque client, en tenant compte de l'historique de recouvrement des débiteurs échus antérieurs et de la conjoncture économique actuelle. Les créances clients sont radiées lorsqu'elles sont considérées comme non recouvrables. Les recouvrements subséquents de montants auparavant radiés sont crédités au compte de résultat.

Les composantes des créances clients et autres débiteurs s'établissent comme suit :

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>Créances clients</b>		
Courant	61 572 \$	66 517 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	37 494	30 620
En souffrance depuis plus de 180 jours	12 016	5 243
<b>Créances clients</b>	<b>111 082 \$</b>	<b>102 380 \$</b>
<b>Autres débiteurs<sup>1</sup></b>	<b>12 969 \$</b>	<b>12 474 \$</b>
<b>Créances clients et autres débiteurs</b>	<b>124 051 \$</b>	<b>114 854 \$</b>

<sup>1</sup> Les autres débiteurs aux 31 décembre 2016 et 2017 comprennent un prêt à recevoir lié à un contrat à terme de gré à gré.

Les créances clients de Pages Jaunes Limitée sont présentées après déduction d'une provision pour créances douteuses. Les variations de la provision pour créances douteuses sont les suivantes.

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Solde au début de l'exercice	13 881 \$	12 683 \$
Créances douteuses, déduction faite des recouvrements	13 903	12 829
Radiations	(10 720)	(11 631)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>17 064 \$</b>	<b>13 881 \$</b>

## Risque de marché

### i) Risque de taux d'intérêt

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux sur son emprunt garanti par des actifs, dont les taux se fondent généralement sur le taux préférentiel ou le taux des acceptations bancaires canadiennes. Pages Jaunes Limitée n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés sur les flux de trésorerie excédentaires tout en maintenant le niveau de liquidités nécessaire pour exercer ses activités quotidiennes.

Pages Jaunes Limitée peut également être exposée aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme liés au refinancement des dettes à leur échéance. Le taux d'intérêt sur les nouvelles émissions de titres d'emprunt à long terme sera établi selon le taux en vigueur au moment du refinancement et dépendra également de la teneur des nouveaux titres d'emprunt émis. Aucune échéance à venir ne nécessitera un refinancement. Les variations des taux d'intérêt auront également une incidence sur la juste valeur des flux de trésorerie futurs liés à l'emprunt à taux fixe de Pages Jaunes Limitée. Comme les taux d'intérêt sur les nouveaux billets et les débentures échangeables sont fixes, la Société n'est exposée à aucun risque de fluctuation des taux d'intérêt.

### ii) Risque de change

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de change lié à diverses transactions libellées en diverses devises, lesquelles ne sont pas significatives. Le risque de change sur les opérations découle principalement de transactions commerciales libellées dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle de Pages Jaunes Limitée prenant part à la transaction. Pages Jaunes Limitée est exposée aux fluctuations du dollar américain. L'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur le résultat net exposé aux fluctuations du dollar américain est négligeable. Les dépenses de la Société, déduction faite des produits, libellées en dollars américains ont été d'approximativement 28 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (2016 – 33 M\$). En 2016 et en 2017, Pages Jaunes Limitée a conclu des contrats de change pour couvrir ce risque. Au 31 décembre 2017, il n'y avait aucun contrat de change en cours.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Pages Jaunes Limitée ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance.

Pages Jaunes Limitée gère ce risque en maintenant des projections de trésorerie détaillées et des plans stratégiques et opérationnels à long terme. La gestion des liquidités exige un suivi constant des entrées et sorties de fonds prévues, et la Société assure ce suivi en établissant des projections détaillées de sa situation de trésorerie afin de s'assurer que sa trésorerie est utilisée de façon adéquate et efficiente.

La Société devra utiliser un montant équivalant à 100 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter semestriellement les nouveaux billets. Les sommes nécessaires à cet égard proviennent des flux de trésorerie générés à l'interne et des fonds en caisse.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des montants en capital connexes.

	Paiements exigibles pour les exercices après le 31 décembre 2017				
	Total	1 an	De 2 ans à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Dette à long terme <sup>1,2</sup>	315 000 \$	54 800 \$	– \$	260 200 \$	– \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement <sup>1</sup>	215	139	76	–	–
Débentures échangeables <sup>1</sup>	107 089	–	–	107 089	–
Fournisseurs et autres créditeurs	83 628	83 628	–	–	–
Provisions	61 929	47 558	5 675	3 166	5 530
<b>Total</b>	<b>567 861 \$</b>	<b>186 125 \$</b>	<b>5 751 \$</b>	<b>370 455 \$</b>	<b>5 530 \$</b>

<sup>1</sup> Montant en capital.

<sup>2</sup> Le remboursement des nouveaux billets pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

## Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui aurait été reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée entre des intervenants du marché.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créditeurs correspond environ à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur des nouveaux billets et des débetures échangeables est évaluée en fonction des cours du marché à la date de l'état de la situation financière.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables ainsi que les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur
Tranche à court terme de la dette à long terme	1	54 939 \$	56 930 \$
Tranche à long terme de la dette à long terme	1	254 174 \$	263 404 \$
Débetures échangeables	1	94 067 \$	97 451 \$

## Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – données d'entrée correspondant à des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques.
- Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas basées sur des données observables de marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables de marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau qui suit présente un sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

	Niveau	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>Actif ou passif financier</b>			
Placements disponibles à la vente	3	5 502 \$	3 520 \$
Contrats de change à terme	2	– \$	996 \$

Les placements disponibles à la vente de Pages Jaunes Limitée sont constitués de placements privés en titres de capitaux propres et sont comptabilisés à la juste valeur en fonction d'estimations des taux de marché en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les placements disponibles à la vente sont présentés dans les actifs financiers et autres dans les états consolidés de la situation financière.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a investi 5,4 M\$ dans Melian Labs, Inc., qui exploite une plateforme de commerce tout-en-un, MyTime, qui inclut la prise de rendez-vous en ligne, le marketing automatisé, les points de vente ainsi que les analyses de valeur et de rentabilité pour les entreprises locales.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, Pages Jaunes a déterminé que la juste valeur de certains de ses placements disponibles à la vente avaient subi une dépréciation, et la juste valeur de ces placements a par la suite été réduite à néant. La perte de valeur de 3,7 M\$ est comptabilisée à titre de perte de valeur de placements disponibles à la vente dans le compte consolidé de résultat.

Afin d'atténuer le risque de change, Pages Jaunes Limitée a conclu des contrats de change à terme et les a désignés comme couvertures de flux de trésorerie à des fins comptables. Le 4 décembre 2017, les contrats de change à terme sont arrivés à échéance et ont été réglés à la même date. Les contrats de change à terme étaient présentés au poste Charges payées d'avance de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016.

## 22. Informations à fournir concernant le capital

L'objectif de Pages Jaunes Limitée en matière de gestion du capital est de garantir des liquidités suffisantes pour s'acquitter des obligations financières et satisfaire aux exigences en matière d'investissements. L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de réduire la dette et les charges d'intérêts connexes, ce qui améliorera sa flexibilité financière et soutiendra la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques.

Pages Jaunes Limitée assure un suivi de sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des objectifs susmentionnés par suite de changements qui touchent la conjoncture économique et en fonction des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et des besoins en fonds de roulement de la Société.

Afin de mesurer son effet de levier financier, Pages Jaunes Limitée a principalement recours au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup>. Pages Jaunes Limitée a aussi recours à d'autres mesures financières pour surveiller son effet de levier financier, notamment le ratio de couverture des charges fixes et le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale.

<sup>1</sup> *Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse.*

Le capital de Pages Jaunes Limitée comprend la dette nette, les débetures échangeables ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée, répartis de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	46 405 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang à 10,00 % <sup>1</sup> (note 11)	308 898 \$	– \$
Billets garantis de premier rang à 9,25 % (note 11)	–	309 669
Débetures échangeables <sup>2</sup> (note 12)	94 067	92 174
Obligations en vertu de contrats de location-financement (note 11)	215	359
Dette nette	356 775 \$	384 942 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	(218 796)	368 904
Capitalisation totale	137 979 \$	753 846 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	258,6 %	51,1 %
<b>Pour les exercices clos les 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
BAIIA ajusté des douze derniers mois <sup>3</sup>	183 985 \$	235 191 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois <sup>1</sup>	1,9	1,6

<sup>1</sup> Représente le montant en capital moins la désactualisation non comptabilisée des billets garantis de premier rang à 10,00 %.

<sup>2</sup> Représente le montant en capital moins la désactualisation non comptabilisée sur les débetures échangeables.

<sup>3</sup> *Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse.*

## 23. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui sont monnaie courante dans l'industrie et qui prévoient une indemnisation et des garanties à des contreparties dans le cadre de transactions liées à l'acquisition d'entreprises, à la cession d'entreprises et à la vente d'actifs. Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui comprennent des engagements d'indemnisation à l'intention de certains de ses administrateurs et cadres supérieurs qui visent à les indemniser des frais (y compris des frais juridiques), des jugements, des amendes et de tout montant réellement et raisonnablement engagé par eux relativement à toute poursuite en justice, à tout procès ou à toute instance judiciaire dont les administrateurs et/ou cadres supérieurs pourraient faire l'objet en raison de l'exécution de leur mandat, s'ils ont agi de façon honnête, de bonne foi et dans l'intérêt de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée a souscrit une assurance responsabilité, dont elle est le bénéficiaire, à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs. Aux 31 décembre 2017 et 2016, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière relativement à ces engagements d'indemnisation.

La nature de ces garanties empêche Pages Jaunes Limitée d'effectuer une estimation raisonnable du montant maximal éventuel qu'elle pourrait devoir verser aux contreparties.

## 24. Liste des filiales

	Activité principale	Pourcentage de participation	
		Aux 31 décembre	
		2017	2016
<b>Canada</b>			
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques et imprimés	100 %	100 %
Pages Jaunes Habitations Limitée	Éditeur d'inscriptions immobilières à l'échelle locale	100 %	100 %
411 Local Search Corp.	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	100 %	100 %
9059-2114 Québec Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
DuProprio Inc.	Fournisseur de services immobiliers et de services connexes	100 %	100 %
Publicité Juice DMS Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	100 %	100 %
Solutions YP Dine Limitée	Fournisseur de guides numériques de restaurants locaux	100 %	100 %
Bookenda Limitée	Fournisseur d'un système de gestion de réservations	100 %	100 %
9778748 Canada Inc. (« Totem »)	Éditeur	100 %	100 %
<b>États-Unis</b>			
YPG (USA) Holdings, Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Yellow Pages Digital & Media Solutions, LLC	Fournisseur de services de soutien opérationnel	100 %	100 %
Juice Mobile USA LLC	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	100 %	100 %

## 25. Informations à fournir concernant les parties liées

### Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de Pages Jaunes Limitée sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres de l'équipe de la haute direction et les membres du conseil d'administration de Pages Jaunes Limitée.

La charge de la rémunération totale pour les principaux dirigeants et la composition de celle-ci s'établissent comme suit :

	2017	2016
<b>Pour les exercices clos les 31 décembre</b>		
Salaires, honoraires et autres avantages du personnel à court terme	4 276 \$	4 787 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	506	690
Rémunération fondée sur des actions	2 034	4 173
Indemnités de cessation d'emploi	6 184	1 350
	<b>13 000 \$</b>	<b>11 000 \$</b>

<sup>1</sup> En 2017, la direction a réévalué ses principaux dirigeants. Les chiffres de la période précédente ont été révisés pour refléter ce changement dans la composition.

## Équipe de direction

**David A. Eckert**  
Président et chef de  
la direction

**John R. Ireland**  
Premier vice-président,  
Efficacité organisationnelle

**Dany Paradis**  
Premier vice-président,  
Ventes et expérience client

**Stephen K. Smith**  
Premier vice-président,  
Croissance rentable

**Ken Taylor**  
Premier vice-président et  
chef de la direction financière

## Conseil d'administration

**Robert F. MacLellan**  
Administrateur et président  
du conseil  
Président du comité ad hoc

**David A. Eckert**  
Président et chef de  
la direction

**Craig Forman**  
Administrateur,  
Comité de gouvernance  
d'entreprise et de nomination

**Robert Hall**  
Administrateur,  
Comité d'audit

**Susan Kudzman**  
Administrateur,  
Présidente du comité des  
ressources humaines et de  
rémunération

**David A. Lazzarato**  
Administrateur,  
Président du comité d'audit  
Comité ad hoc

**David G. Leith**  
Administrateur,  
Président du comité de  
gouvernance d'entreprise  
et de nomination  
Comité ad hoc

**Donald H. Morrison**  
Administrateur,  
Comité des ressources  
humaines et de rémunération

**Martin Nisenholtz**  
Administrateur,  
Comité des ressources  
humaines et de rémunération

**Kalpana Raina**  
Administrateur,  
Comité de gouvernance  
d'entreprise et de nomination

**Paul W. Russo**  
Administrateur,  
Comité des ressources  
humaines et de rémunération

**Michael G. Sifton**  
Administrateur,  
Comité d'audit

## Siège social

1751, rue Richardson  
Montréal (Québec) H3K 1G6

## Relations avec les investisseurs

Téléphone : 1 877 956-2003  
Courriel : [irinfo@pj.ca](mailto:irinfo@pj.ca)

## Auditeur

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

## Symboles TSX

**Y** Actions ordinaires  
**YPG.DB** Débentures échangeables  
non garanties subordonnées  
de premier rang  
**Y.WT** Bons de souscription

## Agent des transferts

Société de fiducie AST  
2001, boul. Robert-Bourassa,  
bureau 1600  
Montréal (Québec) H3A 2A6  
Téléphone : 1 800 387-0825  
Courriel : [inquiries@canstockta.com](mailto:inquiries@canstockta.com)



[entreprise.pj.ca](http://entreprise.pj.ca)

